

● FONDS DE GARANTIE DES CRÉDITS AUX PME

Plus de 4.000 projets accompagnés depuis sa création

(P3)

● MALGRÉ L'OCCASION DE L'AÏD EL ADHA LE GÉNOCIDE SE POURSUIT

La machine de guerre sioniste ne respecte rien

(P12)



# LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

ALGÉRIE-ITALIE

## Renforcer les relations bilatérales sur tous les plans



La participation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au sommet du G7, qui s'est tenu à Bari (Italie) du 13 au 15 juin, a été couronnée par un accord stratégique de partenariat algéro-italien en vue de la réalisation d'un mégaprojet dans la wilaya de Timimoun pour la production de céréales et de légumineuses et dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.

(Lire en Page 4)

● AÏD EL-ADHA

Permanence respectée par 99,92% des commerçants

(P3)

● SECTEUR DES ASSURANCES

Nécessité d'élaborer des règles de gouvernance

(P4)

● AFRIQUE

La croissance économique moyenne devrait atteindre 3,8% en 2024

(P5)

## Premier décès humain dû à la grippe aviaire de type H5N2 attesté au Mexique



Un premier décès humain dû à la grippe aviaire de type H5N2 a été attesté au Mexique, a annoncé, mercredi 5 juin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) citée par la presse internationale. "Il s'agit du premier cas humain confirmé en laboratoire d'une infection par un virus de la grippe A [H5N2]", a indiqué l'organisation onusienne dans un bulletin épidémiologique, repris par Le Monde.

L'homme de nationalité mexicaine, âgée de 59 ans, est mort le 24 avril dans un institut spécialisé de la capitale mexicaine quelques heures après avoir été hospitalisée, selon l'agence onusienne.

Le 17 avril, le patient avait développé de la fièvre, un essoufflement, de la diarrhée, des nausées et un malaise général, relate l'OMS, à qui le cas a été signalé le 23 mai.

La victime n'avait eu "aucun contact" avec des volailles ou avec d'autres animaux mais avait déjà de multiples problèmes de santé, a souligné l'OMS. Le ministère de la Santé mexicain, a souligné qu'aucun autre cas humain de H5N2 n'a été rapporté à ce stade et qu'"il n'y a pas de risque pour la population". De son côté l'OMS juge le risque "faible".

Ce décès, une première dans le monde, survient après la découverte, en mars, de cas de H5N2 chez des volailles d'élevage dans l'Etat du Michoacan, qui jouxte l'Etat de Mexico où vivait la victime. D'autres cas de H5N2 avaient ensuite été signalés, le même mois, chez des volailles à Texcoco, dans l'Etat de Mexico, et en avril à Temascalapa, dans le même Etat.

L'OMS a précisé qu'à ce stade, "il n'a pas été possible d'établir si ce premier cas humain est lié à la récente flambée épidémique chez des volailles".

La souche H5N2 est différente de celle (H5N1) en lien avec l'épidémie qui sévit chez les vaches aux Etats-Unis, et pour laquelle trois cas humains ont été détectés.

Le virus H5N2, moins pathogène que le H5N1, a été rapporté dans des élevages à travers le monde au cours des dernières années, sans qu'aucune transmission à l'homme ne soit attestée pour le moment.

La grippe H5N2 a été détectée pour la première fois en Pennsylvanie en 1983-1984. "L'impact est tel que, en l'espace de six mois, cette grippe aviaire est considérée comme hautement pathogène, affichant un taux de mortalité estimé à 90 %", rapporte le quotidien La Croix.

## Mexique : le maire élu de la ville de Copala tué par des hommes armés

Le maire élu de la ville de Copala, dans le sud-ouest du Mexique, a été tué par balle alors qu'il revenait d'un voyage à Mexico, ont annoncé les autorités, lundi.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le maire de Copala, Salvador Villalva, ancien capitaine de la marine mexicaine, a été sorti du bus dans lequel il se trouvait par des hommes armés, qui l'ont abattu quelques instants plus tard.

Salvador Villalva, a été élu lors des élections nationales du 2 juin, bénéficiait de la protection de troupes de la Garde nationale pour sa sécurité, mais elles n'étaient pas avec lui lors de la survenue de l'incident, sa sécurité n'étant assurée que dans l'Etat de Guerrero, où se trouve Copala.

La violence politique au Mexique a marqué les dernières élections du 2 juin. avec 37 assassinats de candidats politiques à divers postes, dont celui de maire, les campagnes ont été les plus violentes de l'histoire du pays. L'Etat côtier de Guerrero étant l'un des plus durement touchés.

La vague d'assassinats ne s'est pas limitée aux candidats. Le crime organisé a coûté la vie à des alliés et même à des membres des familles des candidats. Des think tanks mexicains tels que le Laboratorio Electoral ont dénombré un total de 84 meurtres entre juin 2023 et juin 2024.

Le parti Mexico Avanza, le parti politique minoritaire sous la bannière duquel s'était présenté Salvador Villalva, s'est même retiré de la course à la mairie de Teloloapan, dans l'Etat de Guerrero, suite à des menaces présumées de la part du crime organisé.

La gouverneure de l'Etat, Evelyn Salgado, a toutefois assuré que les élections se dérouleraient dans le calme et a déployé 27 000 soldats de la Garde nationale à cette fin.

La violence politique s'est étendue au-delà du jour des élections. Le 7 juin, la conseillère municipale Esmeralda Garzon a été tuée par balle devant son domicile à Tixtla, dans l'Etat de Guerrero.

En outre, Candy Espinoza Rios, candidate de l'alliance du parti Morena au pouvoir, a disparu de Copala avec sa famille à la suite de menaces.

## UE : adoption de la loi sur la restauration de la nature

Après des années de retards et de controverses, une nouvelle loi visant à restaurer les écosystèmes européens et à stimuler la biodiversité a été adoptée.

Soulignant que la loi sur la restauration de la nature est la première du genre, le Conseil de l'UE a déclaré dans un communiqué : « Cette loi vise à mettre en place des mesures pour restaurer au moins 20 % des zones terrestres et maritimes de l'UE d'ici à 2030, ainsi que tous les écosystèmes ayant besoin d'être restaurés, d'ici à 2050 ».

Ce faisant, la loi vise à atténuer les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles et, par conséquent, aiderait l'UE à remplir ses engagements internationaux en matière d'environnement, en particulier en ce qui concerne le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal, adopté lors de la 15e réunion des parties à la Convention sur la diversité biologique en décembre 2022 (COP 15), et à restaurer la nature à l'échelle européenne, est-il ajouté. Selon le communiqué, les dispositions de la loi couvrent une série d'écosystèmes terrestres, côtiers et d'eau douce, forestiers, agricoles et urbains, y compris les zones humides, les prairies, les forêts, les rivières et les lacs, ainsi que les écosystèmes marins, y compris les herbiers marins et les fonds coralliens.

Les partis conservateurs européens ont toutefois tiré la sonnette d'alarme au sujet de cette loi, affirmant qu'elle mettrait en péril la compétitivité des agriculteurs européens et entraînerait une baisse de la production agroalimentaire, ainsi qu'une hausse des prix pour les consommateurs.

La Commission européenne avait proposé la loi sur la restauration de la nature en 2022, dans le cadre de la stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2030, qui fait partie du Pacte Vert pour l'Europe.



## Intoxications alimentaires en série à Moscou



La capitale russe est en proie à de graves intoxications alimentaires avec suspicion de botulisme, ont annoncé, ce lundi, les autorités municipales. Car ce sont bien des salades vendues par une entreprise de livraison de plats cuisinés à domicile qui sont mises en cause par l'Agence de surveillance sanitaire russe. Des salades qui ont été retirées de la vente. Plus de 120 personnes ont dû consulter les services médicaux à Moscou ces derniers jours, dont 30 sont toujours en soins intensifs.

« À l'heure actuelle, 55 personnes sont dans un état grave, dont 30 en soins intensifs » sur un total de 121 individus intoxiqués. Elles présentent « des symptômes d'empoisonnement et de suspicion de botulisme », indique l'adjointe du maire de Moscou, affirmant toutefois que « la vie de ces patients n'est pas menacée ».

Le botulisme alimentaire est « une maladie grave et potentiellement fatale, mais rare », qui « bloque les fonctions nerveuses et peut entraîner une paralysie respiratoire et musculaire », explique l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur son site Internet. Cette intoxication est provoquée par l'ingestion de toxines botuliques, présentes dans les aliments contaminés.

L'entreprise de livraison de plats cuisinés à domicile, qui vend les salades mises en cause, a indiqué dans un communiqué avoir « déjà retiré le plat de la vente et commencé à vérifier l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et de production ».

Selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, seuls 82 cas de botulisme ont été confirmés dans l'Espace économique européen (EEE) en 2021, dernière année pour laquelle des données ont été publiées.

## Australie : un moteur d'un Boeing prend feu après le décollage

Les mésaventures de Boeing continuent. Lundi, un Boeing 737-800 de la compagnie Virgin Australia, reliant Queenstown à Melbourne, a dû atterrir en urgence après avoir perdu un moteur, moins d'une heure après son décollage, rapporte BFMTV.

Selon des témoins, des flammes auraient jailli de l'appareil avant que l'un des moteurs du Boeing ne prenne feu. En l'absence d'un moteur, l'appareil a été redirigé vers l'aéroport d'Invercargill, sur une île du sud de la Nouvelle-Zélande. Il y avait à bord 67 passagers et six membres d'équipage. « L'avion a été accueilli par les services d'urgence à l'aéroport d'Invercargill », a déclaré Stuart Aggs, le directeur des opérations de Virgin Australia.

« La sécurité de nos passagers et de notre équipage est notre priorité absolue », a-t-il encore assuré. L'incident aurait été causé par « une possible collision avec un oiseau au décollage », explique Virgin Australia dans un communiqué. Ce type d'incident est assez fréquent dans l'aviation et dédoublerait donc le fabricant américain.

Les collisions aviaires au décollage ou à l'atterrissage figurent par les dangers les plus importants auxquels les avions de ligne sont confrontés. En effet, si l'oiseau venait à être aspiré par l'un des moteurs, cela peut provoquer une perte de puissance, voire une panne complète. Afin de prévenir ce genre d'incidents, les gestionnaires d'aéroports utilisent des systèmes de détection et des dispositifs sonores ou visuels pour éloigner les oiseaux.



FONDS DE GARANTIE DES CRÉDITS AUX PME

# Plus de 4.000 projets accompagnés depuis sa création

**Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accompagné, jusqu'au 1er juin dernier, plus de 4.000 entreprises pour un montant global estimé à 532 milliards de dinars, a appris l'APS auprès de cette institution financière.**

Le dernier bilan du FGAR a montré que, depuis le début de son activité en 2004 jusqu'au 1er juin courant, il a accompagné 4.008 entreprises ayant bénéficié de crédits bancaires d'un montant de 339 milliards de dinars, avec des garanties financières dépassant 147 milliards de dinars, permet-

tant à l'ensemble de ces projets de créer 111.797 emplois.

Selon la même source, ces projets sont répartis entre 1.805 projets accompagnés dans les wilayas du Centre, 1.123 projets dans les wilayas de l'Est du pays, tandis que 768 projets ont bénéficié d'un accompagnement dans les wilayas de l'Ouest et 312 projets dans les wilayas du Sud du pays.

Concernant la répartition des projets bénéficiaires, selon la nature de l'activité, le bilan du FGAR montre que 2.190 projets ont été accompagnés dans le secteur industriel, 936 projets dans le secteur des services, 708 projets dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, ainsi que 174 projets dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Le FGAR avait récemment signé un accord de coopération avec la Fondation algérienne d'appui à la jeunesse et au développement de l'entreprenariat (AFYE) (organisation non gouvernementale à caractère social et économique), dans le but d'accompagner les jeunes souhaitant investir, d'éliminer les obstacles au



financement de projets et de renforcer la présence des représentants du fonds au niveau des différentes wilayas du pays. A noter que le FGAR a été officiellement créé en novembre 2002 avant d'entrer effectivement en service en mars 2004, dans le but de faciliter l'obtention de prêts bancaires aux PME

et de permettre aux banques de contribuer au partage de risques liés au financement des PME grâce aux garanties financières fournies.

Le fonds accompagne également les PME algériennes et les

assiste dans la structuration financière de projets viables, leur permettant de lancer leurs activités et les développer dans un environnement concurrentiel complexe.

Hamza B.

AÏD EL-ADHA

## Permanence respectée par 99,92% des commerçants

Le programme de permanence a été respecté par 99,92% des commerçants durant les trois jours de l'Aïd El-Adha, a indiqué le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. "Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations salue l'adhésion des commerçants et des opérateurs économiques au programme de permanence au deuxième jour de l'Aïd El-Adha", lit-on dans le communiqué.

"52.365 commerçants ont respecté le programme de permanence, soit près de 99,92% de l'ensemble des commerçants concernés", a précisé le ministère, saluant leur "civisme". Les commerçants et les opérateurs économiques sont priés de

"reprendre leurs activités normalement à compter de mercredi 19 juin 2024", a rappelé le communiqué.

"Le ministère salue l'engagement des commerçants au premier jour de l'Aïd, avec un respect à 99,92% du programme de permanence au niveau national, ce qui reflète leur dévouement à répondre aux besoins des citoyens et assurer la disponibilité des produits et des services vitaux en cette occasion religieuse", ajoute le communiqué.

Le ministère a, également, valorisé "les efforts et le rôle des agents de contrôle sur le terrain afin de garantir la bonne exécution du programme de permanence et répondre efficacement aux besoins des citoyens", rap-

pelant à "tous les commerçants et opérateurs économiques l'impératif de la reprise de leurs activités commerciales à partir de mercredi 19 juin 2024".

A noter que 52.318 commerçants ont été mobilisés au niveau national en vue de garantir la permanence durant les jours de l'Aïd El Adha, tandis que 2600 agents veillent au contrôle de la mise en œuvre de ce programme. En outre, les commerçants mobilisés dans le cadre de ce programme sont répartis sur plusieurs activités, à savoir les boulangeries, les commerces spécialisés dans les produits à large consommation ainsi que les centres commerciaux.

Younes B.

TOURISME SAHARIEN

## Quelque 3.200 touristes de la communauté nationale à l'étranger accueillis à Taghit

Quelque 3.200 touristes issus de la communauté nationale établie à l'étranger ont séjourné dans la région de Taghit (97 km au sud de Béchar), au terme de la saison du tourisme saharien, a-t-on appris lundi des acteurs locaux du secteur du Tourisme.

Ces touristes, répartis en plusieurs contingents, ont été accueillis au niveau d'un hôtel du chef-lieu de la commune de Taghit, dans le cadre d'un programme effectué en collaboration des agences de voyages et

de tourisme, grâce à la réduction exceptionnelle de 50% proposée par la compagnie publique de transport aérien "Air Algérie", durant la période allant du 10 mars au 13 avril derniers, sur les billets des vols internationaux à destination de l'Algérie, au profit des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a précisé à l'APS le directeur de l'hôtel. Ce programme leur a permis en plus de renouer avec la cul-

ture de leur pays d'origine, de découvrir les sites touristiques, naturels et historiques de Taghit, et les différentes facettes du patrimoine culturel matériel et immatériel de cette région à haut potentiel touristique, a souligné Djamel Abassi.

Diverses activités culturelles, artistiques et sportives ont été organisées à travers différents espaces naturels de la région (Dunes et palmeraies) pour égayer leur séjour touristique, a-t-il ajouté.

Omar A.

## LA CONJONCTURE

Par R. N.

### Plus de 27 mds de dinars alloués à des projets pour faire face au stress hydrique

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé, vendredi depuis Tiaret, l'allocation de plus de 27 milliards de dinars pour mettre en œuvre des projets urgents au profit des zones exposées au stress hydrique à travers le pays, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

M. Derbal a expliqué, dans une déclaration aux médias lors de sa supervision de la mise en service du projet d'alimentation de la ville de Tiaret en eau à partir du bassin de Chott Chergui, que "le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a approuvé un programme urgent au bénéfice de toutes les zones exposées à la pénurie d'eau, dont de nombreuses communes et wilayas, avec une enveloppe financière dépassant les 27 milliards de dinars", une somme qui reflète l'intérêt accordé par le président de la République, "qui a placé le citoyen en tête de ses priorités, notamment en ce qui concerne le secteur des ressources en eau".

Le ministre a souligné que "les walis de la République ont reçu jeudi des correspondances pour contacter les gestionnaires des ressources en eau afin d'entamer, immédiatement, la mise en œuvre des projets soumis, qui comprennent des puits, des installations de stockage et d'autres pour mobiliser les ressources en eau, à condition que les délais de réalisation n'excèdent pas quatre mois", affirmant à cet égard que ce qui a été mis en œuvre à Tiaret constitue un exemple à suivre pour d'autres régions du pays.

Au cours de cette visite, M. Derbal a supervisé la mise en service de ce projet vital, qui fournira, à partir de samedi, 10.000 mètres cubes, portant la quantité totale disponible à 34.000 mètres cubes, en attendant l'approvisionnement du chef-lieu de la wilaya et 10 autres communes à partir du bassin d'eau de Djermaya, dans la commune de Zemala Emir Abdelkader de Prince, dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala, qui fournira également 34.000 mètres cubes d'eau par jour et garantira ainsi quotidiennement de l'eau aux habitants des communes concernées.

ALGÉRIE-ITALIE

# Renforcer les relations bilatérales sur tous les plans

**La participation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au sommet du G7, qui s'est tenu à Bari (Italie) du 13 au 15 juin, a été couronnée par un accord stratégique de partenariat algéro-italien en vue de la réalisation d'un mégaprojet dans la wilaya de Timimoun pour la production de céréales et de légumineuses et dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.**



agroalimentaire", lit-on dans le communiqué. "Ce projet vise, par ailleurs, à consolider et à renforcer les relations bilatérales historiques excellentes entre l'Algérie et l'Italie sur tous les plans, et à accélérer le processus économique national vers la concrétisation de l'autosuffisance", a ajouté le communiqué.

## LA PARTICIPATION REMARQUABLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU G7 REFLÈTE LE RETOUR PUISSANT DE L'ALGÉRIE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

La participation remarquable du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet du G7 à Bari (Italie), reflète la place qu'occupe désormais l'Algérie dans la cour des grands à l'échelle mondiale, grâce à la politique diplomatique dont les contours ont été définis par le président de la République dès son élection à la tête du pays, aux principes sur lesquels repose

cette politique pour se poser en acteur puissant dans le règlement des crises et aux efforts soutenus en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

La participation remarquable du président de la République à cet événement mondial a été au centre de tous les regards, suscitant moult analyses avec, toutefois, un point de convergence : la grande crédibilité dont jouit désormais l'Algérie à l'échelle internationale. La présence notable du président de la République à cet événement mondial, la qualité des activités qu'il a eues dans ce cadre et ses rencontres importantes avec les dirigeants de grands pays du monde en témoignent. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'invitation de la présidente du Conseil des ministres de l'Italie, pays hôte, au président de la République à prendre part à ce Sommet pour discuter de plusieurs dossiers, dans lesquels l'Algérie est un acteur clé. Ce rôle traduit le retour de l'Algérie sur la scène internationale à travers une politique

diplomatique pondérée et réaliste, outre son poids régional et la grande dynamique enregistrée depuis le début de son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a attiré les regards du monde entier.

Cette participation a été marquée par une activité intense du président de la République, qui a eu des rencontres et des entretiens avec les dirigeants de grands pays du monde, les chefs d'Etat de pays frères et amis et des responsables d'organisations continentales, régionales et internationales.

De plus, cette position s'inscrit en droite ligne avec la doctrine de la diplomatie algérienne, qui a toujours porté la voix des pays vulnérables et de ceux qui sont sous le joug et la tyrannie du colonialisme, prenant fait et cause pour eux dans les fora internationaux.

La participation remarquable du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet de Bari, qui a capté l'attention des observateurs aux plans national et international, a été marquée également par un suivi médiatique de qualité.

## INTENSE ACTIVITÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DES ENTRETIENS AVEC LES DIRIGEANTS DE GRANDS PAYS DU MONDE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu une intense activité à Bari, à travers plusieurs rencontres et entretiens avec nombre de dirigeants de grands pays du monde et de chefs d'Etat de pays frères et amis, ainsi que des responsables d'organisations régionales.

Le président de la République a entamé dans la matinée son activité, en recevant le président de la République du Kenya, M. William Ruto, à sa résidence, avant de se diriger vers Borgo Ignacia, qui abrite le sommet, où il a été reçu à son arrivée par la présidente du Conseil des ministres italien, M<sup>me</sup> Giorgia Meloni. Sur les lieux, le président de la République a serré la main des dirigeants des pays du Groupe des sept, ainsi que des chefs d'Etat de plusieurs pays frères et amis, outre les dirigeants d'instances et d'organisations internationales, régionales et continentales.

Avant le début du sommet, qui a abordé de nombreux sujets et dossiers, dont la situation dans la bande de Gaza, en Palestine, ainsi que l'immigration et le développement en Afrique, en sus du changement climatique et de l'intelligence artificielle, le président de la République a échangé avec les dirigeants de grands pays du monde.

En marge de sa participation au sommet du G7, qui regroupe les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Japon, l'Allemagne, l'Italie et le Canada, le président de la République a rencontré son homologue mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, et a également reçu le président du Conseil européen, M. Charles Michel.

Le président de la République a en outre reçu le chef du Gouvernement tunisien, M. Ahmed Hachani.

A l'occasion, le président de la République a pris une photo de famille avec les dirigeants et les participants au sommet.

*Hamza B.*

## SECTEUR DES ASSURANCES

# Nécessité d'élaborer des règles de gouvernance

Le secteur des assurances, qui sera doté prochainement d'un nouveau cadre juridique, actuellement en cours d'enrichissement, doit être régi par des règles de bonne gouvernance tout en renforçant l'autorité de contrôle du marché, soulignent des experts en assurances, qui mettent en garde contre certaines pratiques pouvant porter préjudice aux assureurs eux-mêmes et au Trésor public.

Ces spécialistes ont également relevé l'importance de la récente décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, de reporter l'examen du projet de loi sur les assurances, pour tenir compte des expériences récentes dans ce domaine afin d'arriver à un texte qui soit aux normes internationales et conforme aux meilleures pratiques en matière de réglementation. "A mon avis, il faut une amélioration de l'environnement de l'assurance d'une part, et de la gouvernance et du management des compagnies d'assurance, d'autre part", indique à l'APS Mokhtar Naouri, expert et

ex P-dg de Cash assurances, qui plaide pour l'introduction de "règles de bonne gouvernance" et pour un "renforcement de l'actuelle autorité de contrôle du marché, qui est la Commission de supervision des assurances, par un nombre suffisant de contrôleurs ayant de fortes compétences en mathématiques et en actuariat". Cette instance, a-t-il précisé, "doit à l'instar de ce qui se fait dans le monde, publier un rapport annuel sur le contrôle des compagnies d'assurance en indiquant le nombre, la nature et la durée des contrôles effectués et en relevant les types d'insuffisances relevés, les infractions commises, les amendes et autres sanctions infligées aux compagnies d'assurance".

Interrogé à propos des orientations du président Tebboune lors d'un récent Conseil des ministres en vue d'accorder la plus grande importance aux services et non à la collecte de fonds par les sociétés d'assurances, M. Naouri a mis l'accent sur l'importance du rôle que doit jouer l'association des assureurs notamment pour

communiquer et expliquer les garanties et le fonctionnement du contrat d'assurances.

"L'association des assureurs doit édicter les normes que les assureurs encouragent à respecter en vue d'obtenir des réductions tarifaires. Elle doit organiser régulièrement des campagnes de communication collective et de sensibilisation auprès du public", parallèlement, a-t-il ajouté, au renforcement du contrôle des compagnies d'assurances.

## SENSIBILISER D'AVANTAGE SUR LES DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSURÉS

Pour sa part, l'économiste et expert en assurances, Fayçal Fatnassi a souligné que dans un contexte où la numérisation et l'innovation transforment rapidement le paysage des assurances, "il est essentiel" que l'Algérie dispose d'une réglementation moderne et adaptée pour favoriser le développement durable du secteur. ela, a-t-il insisté, requiert un équilibre "délicat entre la promotion de la concurrence et la

protection des assurés, ainsi qu'une surveillance efficace pour prévenir les abus et garantir la stabilité du secteur". Interrogé sur le rôle que doivent jouer les sociétés d'assurances pour l'amélioration du service à la clientèle et pour que cette activité ne soit pas limitée à la collecte des fonds auprès des assurés, M. Fatnassi a préconisé une action plus soutenue des compagnies d'assurances et des associations professionnelles en matière de sensibilisation des consommateurs notamment sur les termes et conditions des polices, ainsi que sur l'importance de l'assurance pour la protection des biens et des personnes. Il s'agit aussi, selon lui, de la personnalisation des produits et services d'assurances via une meilleure compréhension des besoins de la clientèle, et la transparence des contrats d'assurances, au titre desquels les clients doivent être informés de manière proactive de leurs droits et obligations en tant qu'assurés. S'exprimant, d'autre part, sur certaines pratiques en cours dans le secteur et

qui peuvent se faire au détriment du Trésor public, l'économiste a noté notamment qu'il existe des pratiques qui peuvent porter préjudice non seulement au Trésor mais aussi aux assurés et à l'économie du pays.

"Une gestion inadéquate des réserves techniques des compagnies d'assurances, notamment leur sous-estimation ou leur utilisation à des fins inappropriées, peut mettre en péril la solvabilité de l'entreprise et entraîner des risques pour le Trésor public", relève cet expert qui souligne que les assureurs "doivent gérer de manière prudente ces réserves pour s'assurer qu'ils disposent des fonds nécessaires pour faire face aux réclamations futures".

Outre le non-respect des obligations réglementaires, y compris celles liées à la solvabilité, les pratiques de dumping (des primes d'assurances anormalement bas) peuvent entraîner à terme des pertes financières importantes et peser, par conséquent, sur le Trésor public, selon les précisions de M. Fatnassi.

*H.B.*

## AFRIQUE

# La croissance économique moyenne devrait atteindre 3,8% en 2024

**La croissance économique moyenne de l'ensemble des pays africains devrait atteindre 3,8% en 2024, soit légèrement supérieure à la croissance mondiale attendue de 3,2%, selon les prévisions de la banque panafricaine d'import-export, Afreximbank.**

Dans ses deux dernières publications intitulées "Rapport 2024 sur le commerce africain" et "Rapport 2024 sur les perspectives économiques et commerciales en Afrique", lancées lors des Assemblées annuelles

d'Afreximbank (AAM) 2024 à Nassau (Bahamas), dont un résumé a été publié sur son site-web, la banque prévoit que la croissance du continent atteint 3,8% en 2024 avant de se hisser à 4% en 2025.

Selon la même source, les perspectives pour le continent africain en 2024 restent "positives, en dépit de l'environnement économique difficile de 2023".

"La plupart des indicateurs macroéconomiques devraient connaître une amélioration en 2024 et 2025. La croissance du continent devrait être supérieure à la moyenne mondiale et, bien que l'inflation soit actuellement élevée, elle devrait diminuer, cette tendance à la baisse se poursuivant en 2025", souligne le rapport.

Concernant le secteur commercial, les échanges intra-africains ont augmenté de 3,2% entre 2022 et 2023, selon le rapport. Toutefois, "les défis mondiaux actuels ont sapé la performance du commerce africain, qui s'est contracté de 6,3% en 2023 après avoir connu une croissance de 15,9% en 2022", selon l'économiste en chef de l'Afreximbank,

Yemi Kale, cité dans le document.

L'économiste en chef a fait remarquer que la hausse du commerce intra-africain reflète la résilience de l'économie africaine et l'impact potentiel du marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour le continent "en tant qu'outil de protection" contre les chocs mondiaux. Le représentant de l'Afreximbank a souligné que la ZLECAf offrait "une voie" pour atteindre les objectifs de développement des nations africaines tout en répondant aux préoccupations liées au changement climatique.

En résumé, le rapport indique que l'optimisation de la ZLECAf peut se traduire par des gains potentiels grâce à un accroissement du commerce et des investissements intra-africains, "créant ainsi une prospérité économique et concrétisant la vision des pères fondateurs".

Le rapport révèle également que les économies africaines sont confrontées à plusieurs "risques de détérioration", notamment l'augmentation des niveaux de la dette souveraine et les risques de



soutenabilité associés, l'exposition excessive aux chocs négatifs des termes de l'échange, l'escalade des tensions géopolitiques dans certains cas, ainsi que l'insécurité alimentaire potentielle.

A noter que la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Fin décembre 2023, le

total des actifs et des garanties de la banque s'élevait à environ 37,3 milliards de dollars et les fonds de ses actionnaires s'établissaient à 6,1 milliards de dollars.

En septembre 2025, Afreximbank organisera à Alger en collaboration avec l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, la quatrième Foire commerciale intra-africaine "IATF2025".

Younes B.

FERTIAL RELÈVE DÉSORMAIS À 100% DE SONATRACH

## Quelle opportunité pour l'économie nationale ?

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, la semaine dernière, que la récupération par Sonatrach de l'entreprise Fertial, dont les parts du Grupo español Villar Mir (GVM) ont été toutes cédées à Asmidal (filiale de Sonatrach) profiterait à l'économie nationale, notamment à travers la contribution au développement de la filière Pétrochimie.

"L'entreprise Fertial relève désormais à 100% de Sonatrach, ce qui profitera à l'économie nationale", a indiqué M. Arkab lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale, consacrée aux questions orales.

Le Groupe espagnol Villar Mir a

cédé à Asmidal (filiale du groupe Sonatrach) la totalité de ses parts dans l'entreprise Fertial, mettant ainsi un terme au différend qui les oppose en arbitrage international, a annoncé jeudi la compagnie nationale des hydrocarbures.

A cet effet, Asmidal détient la totalité de l'entreprise "Fertial" spécialisée dans la production des engrais, sachant que, par le passé, les actions de cette entreprise étaient partagées entre le GVM (49%) et Asmidal (51%). Répondant à une question concernant la possibilité de relancer l'activité de l'unité d'Asmidal spécialisée dans la production des détergents et des produits chimiques dissoute en octobre

2011, le ministre a précisé que "la relance de son activité par Sonatrach s'inscrit dans le cadre de la stratégie actuelle du groupe".

A ce propos, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de "rattacher cette unité au groupe Asmidal pour la production des matières pétrochimiques à valeur ajoutée, à savoir les engrais et les fertilisants qui connaissent une demande accrue sur le marché".

M. Arkab a, par ailleurs, fait état de la mise en place d'un plan spécial wilayas côtières, en vue d'éviter les coupures de courant, en recourant à l'emploi d'équipements spéciaux.

Plus précis, le ministre a indiqué

que la mise en œuvre de ce plan sera assurée par le Groupe Sonelgaz, dans le cadre d'un programme fixé, ajoutant que sa mise en œuvre sera entamée au niveau de certaines wilayas, dont Tipasa".

Répondant à une question sur la possibilité pour la wilaya d'El Meniaa de bénéficier, à l'instar des autres wilayas du Sud, des activités de la société Sonatrach, notamment pour ce qui est des offres de travail et d'aide aux équipes sportifs, le ministre a fait savoir que Sonatrach a réservé à la wilaya nouvellement créée deux opérations relatives au sponsoring et à l'investissement social, pour les deux années 2022-2023, précisant que la

demande relative au sponsoring de 14 clubs sportifs a été prise en charge, dans le cadre du plan d'action inhérent au sponsoring des clubs du Sud de l'année 2024. Assurant que les offres d'emploi lancées par Sonatrach sont également ouvertes aux demandeurs d'emploi non expérimentés, M. Arkab a affirmé que Sonatrach est "une société citoyenne qui s'emploie à assurer, avec équité au niveau de toutes les wilayas du pays, les moyens de développement dans tous les domaines et œuvre à accompagner les jeunes, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Hamza B.

PROTECTION ET PROMOTION DE L'ENFANCE

## Des associations appellent à renforcer les mécanismes d'accompagnement

Des associations nationales spécialisées dans le domaine de l'enfance ont salué les efforts de l'Etat pour la protection et la promotion de l'enfance, appelant à mettre en place "des mécanismes", en vue de renforcer les mesures d'accompagnement au profit de cette frange.

Dans des déclarations à l'APS, des représentants de ces associations ont mis en avant, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfant africain, célébrée le 16 juin, les acquis réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'enfance, suggérant par là même la mise en place de "mécanismes en vue de renforcer les mesures prises en matière de prise en charge et d'accompagnement".

A ce propos, le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche scientifique (Forem), Mustapha Khiati a salué

les acquis obtenus par l'Algérie en matière de protection de l'enfance et de garantie de son bien-être, assurant que la prise en charge de l'enfance a connu "des progrès positifs" au cours des dernières années.

L'intervenant a également souligné "l'intérêt" porté par les Pouvoirs publics à l'activité et aux préoccupations des associations en tant que "partenaire clé", notamment "en les associant à l'élaboration et à l'enrichissement des programmes et des lois sur l'enfance, et ce en concrétisation du principe de la démocratie participative". M. Khiati a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance de mettre en place "un mécanisme" qui "facilite" l'action sur le terrain des intervenants dans le domaine l'enfance, soulignant la nécessité d'"intensifier les programmes de formation" au profit des associations qui activent dans ce domaine dans le but d'assurer "l'actualisation périodique" des

méthodes de leur action. Dans ce sillage, il a mis l'accent sur l'importance du "réseautage des associations activant dans le domaine" pour "la coordination des efforts, l'échange des expériences et la coopération en matière d'intervention et d'accompagnement", ajoutant que ces associations "sont appelées à se spécialiser dans leurs activités" pour la "prise en charge optimale" des différents aspects liés à l'enfance. Pour sa part, le président de l'association "Insaf", Adel Bouregazen a mis en relief l'arsenal juridique mis en place dans ce domaine notamment la loi relative à la protection de l'enfant ainsi que les mesures prises en termes d'accompagnement social des enfants y compris les catégories vulnérables.

Soulignant l'impératif d'"accélérer" la publication du plan national de l'enfance qui est en cours d'élaboration, compte tenu de son importance dans "le renforce-

ment de la prise en charge de cette catégorie", M. Bouregazen a appelé à "l'introduction de dispositions pour renforcer la prise en charge et l'accompagnement des enfants aux besoins spécifiques", outre "la mise en place des commissions locales relevant de l'ONPPE", l'objectif étant "la consolidation des mécanismes de protection de l'enfance au niveau local, tout en rapprochant les services de cet organe des citoyens". Intervenant à cette occasion, la présidente de l'association nationale d'insertion scolaire et professionnelle des "trisomiques", Aïcha Lacheb a loué "les efforts de l'Etat en matière de prise en charge des enfants", notamment à travers "les lois et les différents programmes" mis en place à cet effet, appelant à "davantage de coordination" entre les associations afin de permettre l'échange d'expérience en matière de prise en charge.

R.N.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

## Travaux publics et agriculture au menu de la visite de deux ministres

**Le ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh et celui de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa étaient jeudi en visite de travail et d'inspection à la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj.**

Une visite où chacun des deux membres du gouvernement s'est enquit des projets et des chantiers en cours de son secteur. La visite a été divisée en deux temps. La matinée a été réservée au secteur des travaux publics et l'après midi au secteur de l'agriculture. La première étape de la visite du ministre des Travaux publics a été entamée à partir de la région de hammam Biban dans la commune d'El-Méhir la mise en service d'un tronçon routier d'accès à l'autoroute Est Ouest jusqu'aux frontières de la wilaya de Bordj-Arreridj avec celle de M'sila et qui se caractérise également par le dédoublement de la voie de la RN. 60 sur une distance de 20 Km jusqu'aux mêmes limites territoriales, le ministre avait également au programme de cette visite la finalisation des achèvements de nombreux projets dont le contournement de la ville d'El-Méhir sur une distance de 2,6 Km et d'El-Achir sur une distance de 6 km. Le ministre a également donné le coup d'envoi du projet de déviation de la ville de Hasnaoua sur une distance de 10 km et le projet d'aménagement de la RN.76 en direction de Bordj-Zemourah située à l'extrême nord de la wilaya et qui a été doté d'une enveloppe financière de 255 milliards de centimes. Dans le même cadre, le ministre à au sud de la wilaya à El-hammadia donné le coup d'envoi du projet de dédoublement de la RN.45 allant vers M'sila sur une distance de 10 km pour une enveloppe financière de 160 milliards de centimes.

Selon les explications fournies au ministre à travers les



fiches techniques ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale du secteur des travaux publics et des infrastructures visant à moderniser les autoroutes et les routes nationales, ainsi que la concrétisation des programmes inscrits pour l'année 2024 au niveau de la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj et devant accompagner le processus de développement de la région et faciliter la circulation des citoyens, ainsi que le renforcement du dynamisme économique de la wilaya, l'encouragement de l'investissement industriel générateur d'opportunités de croissance et d'emploi. Appréciant cette dynamique, le ministre des Travaux publics a déclaré dans un point de presse, l'impact considérable de ces projets sectoriels dont a bénéficié la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj et qui "permettront de faciliter les déplacements des citoyens, de renforcer la dynamique économique de la région et de renforcer l'attractivité de la wilaya en termes d'investissement et de création d'emplois". Le ministre a également insisté pour dire qu'il est à présent "nécessaire d'œuvrer au renforcement du réseau routier de la wilaya qui est devenue un pôle industriels et agricole par excellence, à travers des investissements dans les infrastructures de base qui amé-

lioreront la circulation entre les routes nationales aux différentes entrées de la ville de Bordj-Bou-Arreridj tout en reliant l'accès fluide à l'autoroute Est-ouest, et la facilitation de la circulation des voyageurs et des marchandises. Evoquant les perspectives du secteur, M. Rekhroukh a annoncé que les différents projets structurants lancés ou en cours de lancement prochainement "visent à moderniser les routes et autoroutes nationales, éliminer les points noirs afin de faciliter la circulation sur de nombreux tronçons du réseau routier national et ce, conformément aux engagements pris par le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, notamment concernant le lancement de grands projets structurants visant à renforcer le réseau ferroviaire et autoroutier national, au service de la mobilité et du développement social et économique". Le ministre a également rappelé l'engagement pris par le Président, concernant la recherche d'une solution définitive, par des moyens appropriés, aux problèmes de congestion du trafic dans les grandes villes, ainsi que la gestion efficace des problèmes liés au réseau routier et à celui de l'entretien. La seconde étape de la délégation ministérielle accompagnée par le wali et les autorités de la wilaya

a été meublée par le secteur agricole et la visite de la zone ouest de la wilaya qui fait partie d'un grand pôle agricole productif reflétant en lui-même l'image de prospérité et de Développement du secteur agricole. qui s'est reflétée lors de l'exposé du directeur des services agricoles (DAS) à l'intention du ministre de l'Agriculture et du développement rural, Youcef Cherfa portant sur la situation de l'agriculture et ses perspectives à travers la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj, les mécanismes d'accompagnement des fellahs et des éleveurs et d'appui technique pour la diversification des activités agricoles., notamment l'extension des superficies céréalières. A ce sujet, M. Cherfa a souligné: "On s'attend à un retour significatif de la production de céréales dans toutes les régions du pays, ce qui permettra de fournir des stocks alimentaires consistants et ce, en application des instructions du président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune visant une agriculture stratégique assurant la sécurité alimentaire"; Selon le ministre il s'agira du renforcement des silos de stockage qui passeront de quatre millions de tonnes de céréales à neuf millions pour sécuriser la nourriture en continu, la restructuration des fermes pilotes suivant une straté-

gie nationale, notamment pour atteindre une complète suffisance de légumineuses séchées et de produits de grandes consommations alimentaires. Il a également rappelé la modernisation des exploitations agricoles qui a permis de connecter plus de 62 000 unités agricoles au réseau électrique, le fonçage de milliers de puits. M. Cherfa en évoquant le recensement général agricole en cours a expliqué ses objectifs afin de déterminer les qualifications et les fonctions précises du secteur pour le développement durable du pays. Parlant de la relance du Barrage Vert décidée par le chef de l'Etat, le ministre de l'Agriculture a rappelé qu'il s'agira de la plantation et de la restauration d'un total de 3,4 millions d'hectares dans les régions du pays traversées par ce projet stratégiques la création de zones et d'opportunités pour les jeunes désirant travailler dans l'agriculture et par conséquent, la création de milliers d'emplois; Le ministre a révélé que son secteur participe fortement à la production nationale estimée à plus de 35 milliards de dollars, ce qui représente selon lui 18 % du PIB; Au niveau de la commune de Tixter, le ministre a visité une exploitation agricole d'une superficie de 120 hectares spécialisée dans la production de légumes sur un périmètre composé de 450 serres en plastique avant de procéder au lancement de la campagne moisson-battage dans la ferme pilote Fatmi Ali sur une superficie de plus de 1.500 hectares. A travers ces échanges de discussion avec les fellahs et les éleveurs M. Cherfa a fait comprendre que le développement de l'agriculture doit être poursuivi afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays, insistant sur l'unité d'action et de complémentarité entre tous les partenaires. Il a fait part de sa reconnaissance des résultats agricoles enregistrés dans la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj devenue au fur et à mesure un pôle de production de viandes blanches, d'œufs et d'extension des superficies de la filière céréalière et des légumes secs.

Ahmed Saber

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

## La fête de l'Aïd al-Adha avec les familles et les blessés de la bande de Ghaza

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebiga, accompagné du wali, Kamel Nouicer, des membres du conseil de sécurité de la wilaya et des membres de la famille révolutionnaire était dimanche au Centre de repos de Hammam Biban (El-Méhir) pour la célébration de la fête de l'Aïd al-Adha où se trouvent depuis quelques jours une cinquantaine de familles et d'enfants palestiniens évacués de la bande de Ghaza, en application de l'initiative du président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune; Le ministre des Moudjahidine et les autorités de la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj, ont choisi juste après la prière de l'Aïd de partager la joie

de cet événement religieux avec les familles et les enfants ghazaouis évacués de la bande de Ghaza et accueillis dans ce centre de repos des Moudjahidine. Le ministre dans une déclaration faite en présence des hôtes palestiniens: "Notre présence, le deuxième jour de Dhu al-Hijjah, s'organise aux côtés de nos frères palestiniens et leurs familles qui ont été évacués conformément à la décision du président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, pour partager avec eux l'ambiance de l'Aïd al-Adha, et leur exprimer qu'ils ne sont pas seulement en terre d'Algérie, mais qu'ils sont aussi dans le cœur du peuple algérien"; Il a expliqué que "le lien entre la Palestine et l'Algérie

est éternel et s'incarne dans de nombreux actes et non dans des paroles", soulignant que "l'initiative du président de la République d'évacuer les enfants, les blessés et leurs familles de la bande de Ghaza à la terre des martyrs s'inscrit dans ce cadre, comme l'a incarné sur la plus haute plate-forme internationale nombre de décisions que l'Algérie a été à l'origine de proposer et qui ont été adoptées au niveau des Nations Unies, ce qui a représenté une victoire pour la diplomatie algérienne et pour la cause palestinienne".

A cette occasion, les blessés palestiniens ont salué les positions immuables de l'Algérie et de son peuple à l'égard du peuple palestinien, notamment en cette

période difficile et sensible que connaît la bande de Ghaza et les territoires occupés. Ils ont également valorisé hautement la position du président Abdelmadjid Tebboune et ses décisions pour la prise en charge des blessés palestiniens.

Des pères de familles se sont également exprimés pour rendre hommage aux autorités de la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj qui ont mis à leur disposition tous les moyens pour assurer la prise en charge nécessaire des blessés et le confort des familles. Les enfants ghazaouis ont assisté à l'ambiance qui a présidé le sacrifice des moutons avant de profiter des brochettes et d'activités de loisir et de détente.

Ahmed Saber

## SAHARA OCCIDENTAL

## Des citoyens marocains réaffirment devant l'AG leur soutien au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance

*Les citoyens marocains Mohamed Hisham Radoui, Ahmed Fennan et Hassan Fennan, en leur qualité de militants des droits de l'homme, ont affirmé devant le comité 24 de l'AG de l'ONU, leur soutien au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance.*



Les intervenants ont rappelé le début de l'invasion militaire marocaine du Sahara occidental dans le cadre de la dite "Marche noire" et la soumission ultérieure des Sahraouis aux pires formes de torture psychologique et physique, ainsi que la tentative continue du régime marocain de supprimer la culture sahraouie et imposer une culture étrangère dans les territoires sahraouis

occupés. Ils ont également passé en revue la situation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et les graves violations des droits de l'homme commises par l'État marocain à l'encontre des militants sahraouis, ainsi que les procès in-

quitables et les conditions misérables vécues par les prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines, où ils sont soumis à toutes sortes de violences, des représailles qui s'étendent même à leurs proches. Les intervenants ont considéré les opérations de

disparition forcée menées par l'appareil de répression marocain contre les militants sahraouis et même contre les opposants politiques marocains comme un crime contre l'humanité qui mérite une condamnation totale.

## TUNISIE

## La distinction de l'huile d'olive tunisienne entre savoir-faire et petits secrets

Cette victoire de l'huile d'olive made in Tunisia, la troisième consécutive en l'espace de deux mois seulement, a été obtenue devant un quatuor, pourtant parmi les plus réputés au monde, en l'occurrence l'Espagne (2e), le Brésil (3e), la Grèce (4e) et l'Italie qui ferme la marche à la 5e place. Sachant que les deux autres succès ont eu pour théâtre la Suisse (32 médailles, dont 26 médailles d'or) et le Danemark (30 médailles). Le succès est sans appel ! Une haute distinction de la Tunisie rendue spectaculaire par le nombre de prix obtenus. En effet, la moisson est bonne. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 60 médailles d'or remportées, réparties comme suit : 47 dans la catégorie de la qualité, 8 autres en or pour la meilleure huile d'olive saine dans le monde et 5 médailles réservées aux huiles aromatisées, sans oublier trois médailles supplémentaires d'argent. C'était lors du dernier concours afro-asiatique de l'huile d'olive extra vierge saine organisé récemment à Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis par le groupe suédois «Concours internationaux d'huile d'olive». Une manifestation marquée par une forte participation de plus de 100 entreprises venues de 14 pays, ce qui a donné lieu à une concurrence serrée. Cette victoire de l'huile d'olive made in Tunisia, la troisième consécutive en l'espace de deux mois seulement, a été obtenue devant un quatuor, pourtant parmi les plus réputés au monde, en l'occurrence l'Espagne (2e), le Brésil (3e), la Grèce (4e) et l'Italie qui ferme la marche à la 5e place. Sachant que les deux autres succès ont eu pour théâtre la Suisse (32 médailles, dont 26 médailles d'or) et le Danemark (30 médailles). Et ce n'est pas tout. Un mois plus tôt, l'huile d'olive nationale conditionnée s'est illustrée à New York aux Etats-Unis d'Amérique où les exportateurs tunisiens ont raflé pas moins de 26 médailles, dont 12 en or et 14 en argent au concours international Nyiooc 2024.

### LA QUANTITÉ DE L'HUILE D'OLIVE CONDITIONNÉE EXPORTÉE RESTE FAIBLE

Mais la Tunisie n'a pas récolté que des

prix et des médailles. L'Office national de l'huile (ONH) vient de révéler que les recettes d'exportation d'huile d'olive tunisienne pour la campagne 2023-2024 ont augmenté de 89% et ce comparées à la même période de la campagne 2022-2023. La Tunisie a, effectivement, amélioré ses exportations, en réalisant 1.486.734 tonnes pour une valeur de 3.963 millions de dinars contre 18.089 tonnes d'huile d'olive conditionnée pour une valeur de 523 millions de dinars. Cette situation révèle, toutefois, une vulnérabilité intrinsèque, puisque la quantité d'huile d'olive conditionnée exportée reste faible, avec seulement 37% de la totalité exportée. Ceci entraîne un manque à gagner dans le sens où la Tunisie aurait pu engranger des sommes considérables et une meilleure visibilité de l'huile d'olive nationale. D'ailleurs, force est de constater que de nombreux pays étrangers profitent de l'huile tunisienne en la conditionnant et en la commercialisant sur les marchés internationaux, en y apposant leur marque sans citer le pays d'origine.

### TROISIÈME PRODUCTEUR MONDIAL APRÈS L'ESPAGNE ET L'ITALIE

C'est pourquoi les spécialistes du secteur proposent la mise en place d'un système de production et d'exportation performant, afin de faire de notre pays le premier exportateur à l'échelle mondiale et bénéficier pleinement des avantages de l'huile d'olive tunisienne réputée pour sa qualité exceptionnelle. Il s'agit là d'une longue et riche histoire dans la culture oléicole dont peut se prévaloir la Tunisie, actuellement troisième producteur mondial après l'Espagne et l'Italie. Cette année, et selon le ministère de l'Agriculture, la production est estimée à 1 million de tonnes d'olives, l'équivalent de 200 mille litres d'huile, soit une augmentation de 11% de plus en comparaison de la saison 2022/2023.

De plus, ce que la majorité des Tunisiens ignorent peut-être ce sont les diverses étapes par lesquelles passe l'olive avant de devenir

ce précieux liquide doré d'une pureté incomparable. Un cultivateur chevronné et passionné de la région du Sahel a bien voulu nous parler de certains des secrets bien gardés pour obtenir un produit final de haute qualité. «Le choix du timing du labour de la terre est de la plus haute importance ainsi que la nature des engrais en évitant au maximum l'option des intrants chimiques au profit de ceux naturels, dits organiques», prend-il plaisir à nous raconter.

### UN PROCÉDÉ DÉLICAT

Ainsi, le mois de décembre (connu par l'appellation bien de chez nous Elliali el bidh, les nuits blanches) est le plus propice pour préparer la saison, lors de la période dite du «sommeil», par les variétés connues pour être les meilleures, à savoir le «chemlali», le «sahli», le «oueslati», «el guim», le «sahli gafsi», le «coronaïki» ainsi que les variétés importées d'Italie et d'Espagne». Et notre oléiculteur d'enchaîner: «On reste vigilant en assurant le traitement de la terre et de l'arbre, des mois durant, notamment contre le fléau le plus redoutable connu sous le nom d'el hamra».

Puis vient le temps de la cueillette des olives qu'il ne faut pas prolonger, puisqu'il faut porter les olives au pressoir, dans les 48 heures suivant leur récolte. Bien entendu, après les avoir nettoyées et lavées, on les fait passer au pressoir qui se chargera de finaliser l'étape du lavage. Mais il ne faut pas oublier de placer les olives dans des endroits à l'abri de la lumière et du soleil.

La pression terminée, l'huile d'olive est envoyée chez les conditionneurs pour la mise en bouteille avant l'exportation, alors que la partie restante est écoulee en vrac aussi bien pour la consommation locale ou pour l'exportation en vrac également. Le conditionnement sera fait à l'étranger. Et notre interlocuteur de conclure, fièrement : «Il s'agit là de ficelles et de petits secrets que peu de gens connaissent, à part ceux qui ont grandi dans le milieu et avec les oliviers».

## MAURITANIE

## Le candidat Biram Dah Abeid présente son programme électoral à ses partisans à Ould Yenge et Kankoussa

Le candidat à l'élection présidentielle de 2024, Biram Dah Abeid, a présidé à Kankoussa, dans la wilaya de l'Assaba, un meeting électoral au cours duquel il a présenté les grandes lignes de son programme électoral.

Dans un discours adressé à ses partisans, le candidat a expliqué que son programme électoral vise à réaliser le développement durable, la justice et l'amélioration de la vie socio-économique des Mauritaniens, où qu'ils se trouvent.

Il a indiqué que sa visite à Ould Yenge à l'occasion de l'Aïd al-Adha reflète sa préoccupation pour le peuple et son rejet et sa résistance à ce qu'il a décrit comme l'injustice pratiquée sur les citoyens, se demandant quels sont les projets que le régime actuel a présentés au peuple.

Il a indiqué qu'il s'emploiera à fournir de l'eau potable dans ces zones, ainsi que des médicaments et de l'éducation aux frais de l'Etat, soulignant qu'il réalisera l'équité entre les différentes composantes du peuple mauritanien.

Il a exhorté ses partisans à voter pour lui en grand nombre le jour du scrutin, le 29 juin, et à être représentés dans tous les bureaux de vote, en soulignant le manque de ressources logistiques.

En route pour Ould Yenge, M. Bram Dah Abeid a fait escale à Tendoum "Izbeirat", dans la commune de "Tektaka", où il a été témoin de ce qu'il a décrit comme une "crise de l'eau dans le village".

S'adressant aux villageois, il a déclaré que l'approvisionnement en eau et l'élimination de la crise de la soif dans tout le pays étaient au premier plan de son programme électoral, notant que l'approvisionnement en eau potable était l'une des principales revendications nationales que le régime n'avait pas réussi à résoudre.

Le candidat, M. Biram Dah Abeid, a également présidé un meeting électoral à Ould Yenge, wilaya du Guidimagma, au cours duquel il a remercié les habitants de la moughataa pour leur accueil chaleureux, leur enthousiasme et leur désir de changement.

Au cours du rassemblement, le candidat a parlé de son projet, qui vise à assurer un avenir meilleur et plus durable à tous les Mauritaniens.

LA MASCARADE DU « SOMMET » POUR LA PAIX EN UKRAINE :

## Un nouveau fiasco de Zelensky

### Participants au sommet sur la paix en Ukraine des 15-16 juin 2024

Le « sommet pour la paix en Ukraine » qui s'est tenu, les 15 et 16 juin 2024, à Bürgenstock, en Suisse est terminé. Malgré les espoirs investis par Kiev dans l'événement, seul un écho déformé et inaudible des idées initialement formulées en dix points par le président ukrainien Volodimir Zelensky, il y a des mois, a vu le jour.

#### LA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'INITIATIVE

Les invitations au « sommet pour la paix » ont été envoyées par son organisateur qui est la Suisse à plus de 160 pays, avec l'espoir de fédérer la « majorité mondiale » derrière les positions de Zelensky, afin de contrer la réussite grandissante de la Russie dans sa confrontation avec le bloc des pays de l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine.

Tout au long du processus de l'organisation de l'événement, des signes inquiétants l'ont accompagné en indiquant que la version finale qui aura lieu sera sensiblement éloignée de celle escomptée par Kiev. Les espoirs se sont heurtés à une réalité : près de la moitié des pays visés ont, tout simplement, ignoré l'invitation. Ils l'ont ignorée malgré l'insistance et la pression exercées par les pouvoirs occidentaux sur les invités.

Finalement, seuls 92 pays, composés à 1/3 des membres du bloc de l'OTAN et à 1/3 des pays-satellites direct de l'OTAN, ont envoyé leurs représentants en Suisse. Cela étant, une partie non négligeable de pays n'était guère représentée par les chefs d'Etat ou de gouvernement, mais par ceux, dont les fonctions paraissent parfois presque anecdotiques, vu le cadre et le niveau espéré de la discussion. Notamment, au lieu de son premier ministre, l'Australie a envoyé au « sommet » de Bürgenstock son ministre du système d'assurance des personnes handicapées - une personne plus ou moins inconnue même en Australie. Il est à noter que selon les règles de la diplomatie, seules les réunions internationales de chefs d'Etat et/ou de gouvernement peuvent porter le dénominateur de sommet. Alors, en appliquant ce terme à l'événement qui a eu lieu en Suisse, prenons-le entre guillemets, afin de ne pas déformer la réalité. Le président colombien Gustavo Petro qui a initialement prévu d'être présent au « sommet » pour la paix sur l'Ukraine, et qui a, finalement, refusé de s'y rendre comme tant d'autres, a clairement formulé la position de tous les « absents » : la conférence, organisée pour discuter uniquement de l'initiative proposée par Kiev, ne permet aucune discussion libre qui pourrait mener à une conclusion qui ne serait pas celle prédéterminée avant même le début de l'événement. « C'est le droit international qui doit être restauré et approfondi, et non la création de blocs

pour faire la guerre », a conclu Petro en mettant bien en évidence les réels objectifs de la réunion en Suisse.

#### L'ABSENCE DE LA RUSSIE

Dès l'annonce par Kiev de l'idée de l'organisation d'un sommet pour la paix - et ceci avec le refus catégorique de la présence de la Russie - il était déjà clair qu'il s'agirait principalement d'une réunion de plus du camp « atlantiste » accompagnée des pays-vassaux qui n'auront aucun droit d'exprimer une position qui ne serait pas celle prescrite par les puissances étrangères qui les dominent. De même, de toute évidence et connu d'avance, toute réunion « pour la paix » sans la présence du protagoniste ne donnera strictement aucun résultat qui ferait approcher le jour de la cessation du conflit armé en Ukraine. Sans attendre la suite de la mise en scène, Moscou a qualifié cette initiative de Kiev de farce qui n'aura pas la moindre incidence sur les initiatives russes entreprises face au bloc de l'OTAN et de ses suppléants locaux sur le territoire ukrainien. La pratique connue dans l'histoire des conférences pour la paix dans le cadre des conflits armés est sans équivoque. Leurs tenues sans la présence d'un des participants-clé au conflit ne sont possibles qu'à une condition : que la partie absente est militairement anéantie, ou en train d'être anéantie, et se situe sous la bonne grâce des vainqueurs qui décident souverainement du destin du vaincu. La réalité du conflit en Ukraine se situe exactement à l'opposé des narratifs imaginaires propagés par les instigateurs du « sommet » suisse pour la paix : c'est bien la partie se situant en phase finale de la déroute et de l'anéantissement qui s'est permise d'occuper la place qui n'est pas la sienne - celle de la force dominante. Cela étant, les réels objectifs de Kiev dans l'organisation du « sommet pour la paix » n'ont jamais été autres que la condamnation par la majorité mondiale de la Fédération de Russie en tant que « pays-agresseur ». L'objectif lamentablement à échoué, une fois

de plus. Constatant en temps réel le grand échec dans la démarche de Kiev et en faisant une tentative de l'atténuer, les hauts représentants du bloc « atlantiste » ont commencé à parler de la nécessité d'une nouvelle conférence pour la paix, cette fois-ci en présence des représentants de Moscou. Notamment, dans la soirée de la première journée de réunion, le 15 juin, la présidente suisse Viola Amherd, a qualifié d'impensable l'intention de Kiev de négocier un accord de paix sans la participation de la Russie : « Nous comprenons bien qu'un processus de paix sans la Russie est impensable. Une solution à long terme doit inclure les deux parties ».

#### LA MONTAGNE A ACCOUCHE D'UNE SOURIS

Pour le pouvoir ukrainien, le seul objectif qui valait réellement la peine d'organiser un « sommet sur la paix en Ukraine » était celui que Zelenski a exposé au début du processus de l'organisation de l'événement : faire réunir les chefs d'Etat et de gouvernement de la majeure partie des pays de la planète et leur faire signer à l'unanimité une déclaration qui serait une forte condamnation de l'initiative militaire russe et l'appel du monde à la Russie de quitter les territoires considérés comme ukrainiens depuis 1991. Sur les dix points que la partie ukrainienne a voulu traiter durant la réunion et inclure dans la résolution antirusse qui devait en résulter, seuls trois les plus neutres vis-à-vis de la Russie ont été acceptés et retenus en discussion par les participants. Kiev, épaulé par les pays de l'OTAN, a dû accepter cette grave régression dans ses espérances, faute de quoi un rejet de l'ensemble de l'initiative par de rares pays-participants réputés être indépendants de l'Occident a pu avoir lieu. Une fois le « sommet » terminé - le « Communiqué commun concernant le cadre de paix » a vu le jour. Malgré le grand sacrifice des 2/3 des principaux points du programme ukrainien, 12 pays sur les 92 pays présents en Suisse - l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie,

l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, la Thaïlande, la Libye, le Mexique, l'Arménie, Bahreïn et le Vatican - ont refusé de le signer.

En parlant des 80 pays-signataires, il est également nécessaire de relativiser la représentativité mondiale de ces Etats, dont le rôle principal de toute une partie sur le « sommet » était de « faire du nombre ». Sur l'ensemble des 80 pays en question, plus de 1/4 ne sont que de très petits pays dont la totalité des populations est inférieure, par exemple, à 10% de la population d'un seul pays, tel que le Brésil. Les cinq plus petits pays-signataires du communiqué : Andorre, Liechtenstein, Monaco, Palau et Saint Marino totalisent globalement une population, dont le chiffre est inférieur à 1,5% de la population de la seule ville de Moscou. Ne voulant pas se ridiculiser, non seulement le président américain Joe Biden a refusé de participer au prétendu « sommet » pour la paix en Ukraine, mais même sa vice-présidente Kamala Harris, envoyée en Suisse pour y faire de la figuration, a pris ses dispositions pour le quitter seulement quelques heures après son début, en faisant comprendre que des affaires plus importantes l'attendaient à Washington. <https://nypost.com/2024/06/15/world-news/kamala-harris-returns-to-dc-after-appearance-at-ukraine-peace-summit>

#### LES 3 POINTS DU « SOMMET » POUR LA PAIX EN UKRAINE

En parlant des 3 points constituant la déclaration commune du « sommet » pour la paix en Ukraine, de quoi s'agit-il ?

Le premier point énonce que « toute utilisation de l'énergie nucléaire et des installations nucléaires doit être sûre, sécurisée, protégée et respectueuse de l'environnement. Les centrales et installations nucléaires ukrainiennes, y compris la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, doivent fonctionner de manière sûre et sécurisée sous le contrôle souverain de l'Ukraine, conformément aux principes de l'AIEA et

sous sa supervision ».

Cette exigence de la part de Kiev est particulièrement perverse, vu que ce sont bien les forces armées ukrainiennes qui sont les auteurs exclusifs des bombardements de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et donc de la menace nucléaire sur ce site. Plusieurs dizaines de preuves indiscutables de la centrale de Kiev ont été recueillies sur place par les autorités judiciaires russes. Notamment, les restes des obus, dont l'angle d'impact démontre que les tirs ne pouvaient venir de nulle part ailleurs, que du côté de la rive du Dniepr tenue par l'armée ukrainienne dès le premier jour de la guerre et dont l'armée russe n'y a jamais mis les pieds. A ce jour, aucun des travailleurs de la centrale n'a le moindre doute sur l'origine de ceux qui leur tire dessus.

Il est parfaitement connu que l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) qui supervise pleinement le fonctionnement de la centrale de Zaporizhzhia, est au courant du fait que c'est bien l'armée ukrainienne qui est l'unique auteur de la menace nucléaire sur ce site. Ses représentants visitent la centrale d'une manière discontinue et disposent également de l'intégralité des dossiers de preuves qui leur ont été transmis par les autorités russes concernées.

Le silence de l'agence ne peut s'expliquer que par leur principe fondamental de la non-ingérence dans la politique des états-exploiteurs des centrales nucléaires. Une telle position crée un grand mécontentement de Moscou qui demande d'une manière régulière que l'agence dévoile les faits prouvés dont elle dispose. Néanmoins, la position de l'AIEA est tout à fait compréhensible : si elle annonce la vérité, non seulement les portes d'autres centrales nucléaires de l'Ukraine lui seront immédiatement fermées, mais également, à l'avenir, l'agence risquera de compromettre son accès aux centrales nucléaires se situant dans le monde sous l'autorité d'autres régimes totalitaires.

Suite en page 9



Carte: Le Grand Continent • Source: Département fédéral des affaires étrangères suisse

Suite de la page 8

Le second point stipule que « la sécurité alimentaire mondiale dépend de la production et de la distribution ininterrompues de produits alimentaires. À cet égard, la liberté, l'intégralité et la sécurité de la navigation commerciale, ainsi que l'accès aux ports maritimes de la mer Noire et de la mer d'Azov, sont essentiels. Les attaques contre les navires marchands dans les ports et tout au long de la route, ainsi que contre les ports civils et les infrastructures portuaires civiles, sont inacceptables. La sécurité alimentaire ne doit d'aucune façon être instrumentalisée. Les produits agricoles et autres provenant de l'Ukraine devraient être acheminés librement et en toute sécurité aux pays tiers intéressés. » Malgré la fin de la participation de la Russie dans « l'Accord céréalier » à cause de sa grave violation par la partie ukrainienne et ses commanditaires qui ont fait instrumentaliser la sécurité alimentaire, aujourd'hui, les navires remplis de céréales ukrainiennes continuent à naviguer. Les informations sur leur blocage par les forces armées russes sont parfaitement mensongères. Par ailleurs, aucun des lecteurs ne peut ne pas apercevoir un élément intéressant : on n'entend plus parler ni de céréales ukrainiennes, ni de « l'Accord céréalier », ni de l'Ukraine en tant que dernier rempart contre la famine dans les pays pauvres. Pourtant, la situation sur les marchés mondiaux de céréales n'a nullement changé depuis la saison dernière, quand le thème du prétendu « blocage des céréales ukrainiennes par la Russie qui veut affamer les pays pauvres » était le narratif principal au sein de l'appareil de propagande du camp « atlantiste ». Aujourd'hui - c'est le silence total. Néanmoins, ce changement radical dans la communication occidentale est parfaitement logique : il fallait détourner l'attention de la communauté internationale de la réalité concernant les céréales ukrainiennes. La réalité particulièrement perverse que vous pouvez retrouver dans mon analyse détaillée de l'année passée « L'accord céréalier. Les sommets du cynisme ». En ce qui concerne le caractère essentiel de l'accès aux ports maritimes de la mer d'Azov mentionné dans le second point de la déclaration du 16 mai - on ne peut que saluer cette remarque. L'intégralité des ports maritimes de la mer d'Azov se situent aujourd'hui sur le territoire de la Fédération de Russie, sous son contrôle intégral et fonctionnent en régime normal. Le port de Marioupol a été non seulement reconstruit dans des temps records, mais également modernisé en profondeur via l'investissement de plus de 100 millions de dollars américains. Avec ceci, des travaux de dragage sont en cours dans ce port maritime de la République populaire de Donetsk ; une fois terminés, le port pourra recevoir des navires d'un port en lourd allant jusqu'à 30.000 tonnes. Il est donc nécessaire que Kiev arrête les tentatives de sa destruction, dont la première attaque aux missiles date du 14 octobre 2022.

Le troisième point préconise que « tous les prisonniers de guerre doivent être libérés dans le cadre d'un échange complet. Tous les enfants ukrainiens déportés et déplacés illégalement, ainsi que tous les autres civils ukrainiens détenus illégalement, doivent être rapatriés en Ukraine. »

En ce qui concerne l'échange de prisonniers, dont l'Ukraine promet la formule « tous contre tous » - cette question me paraît quelque peu compliquée. La réa-



lité est telle que, si l'Ukraine détient près de 1350 prisonniers de guerre russes - la Russie, elle, détient près de 6500 prisonniers de guerre ukrainiens. Bien évidemment, la logique humanitaire nous pousse à considérer qu'un « échange complet » permettant à tous les prisonniers de guerre des deux côtés de rentrer chez eux serait tout à fait salutaire. Néanmoins, cette logique doit être nuancée du côté russe. Car, d'une part, parmi les prisonniers de guerre ukrainiens il y en a plus de 200 qui ont été jugés et reconnus coupables pour des crimes de guerre qu'ils ont commis vis-à-vis des populations civiles ; d'autre part, aujourd'hui en Ukraine c'est une véritable chasse aux hommes au sens propre du terme et à l'échelle nationale qui est entreprise par les représentants du pouvoir de Kiev contre les citoyens de sexe masculin en âge de combattre : on attrape littéralement les gens dans la rue et on les amène de force vers les champs de bataille. Et ceci de manière officielle. Les meilleures traditions de la GESTAPO sous le IIIème Reich ont revu le jour en Ukraine en cette année 2024. Non pas des dizaines, mais des milliers de témoignages et de preuves existent dans ce sens. Etant donné le manque cruel de personnel combattant dans le régime en agonie, nul doute sur le fait qu'en cas d'échange de prisonniers de guerre, les 6500 personnes actuellement détenues en Russie seront de gré ou de force immédiatement renvoyées combattre sur le front. Il serait donc plus judicieux pour Moscou de remettre l'échange complet de prisonniers au jour de l'arrêt des combats. Et ceci hormis les criminels de guerres qui doivent purger leurs peines avant d'être libérés. La logique humanitaire doit prendre en compte tous les éléments de la réalité : remettre aujourd'hui les prisonniers de guerre ukrainiens entre les mains des autorités à Kiev - c'est envoyer un grand nombre d'entre eux à une mort certaine.

Concernant le passage stipulant que « tous les enfants ukrainiens déportés et déplacés illégalement, ainsi que tous les autres civils ukrainiens détenus illégalement, doivent être rapatriés en Ukraine ». Premièrement, il n'y a pas un seul citoyen ukrainien qui est détenu illégalement sur le territoire de la Russie. Ceci n'est qu'une grossière déformation de la réalité. Chaque porteur du passeport ukrainien dispose d'une totale liberté de quitter la Russie. A titre personnel, je connais plus d'un citoyen ukrainien qui a non

seulement quitté la Russie en présentant son passeport ukrainien à la douane russe, mais qui circule librement en faisant même des allers-retours réguliers entre la France et la Russie et ceci durant tout le temps de la guerre en Ukraine. Non seulement depuis toujours les Ukrainiens d'origine font partie intégrante de la société russe, étant la 3ème ethnie de la Russie, et sont considérés et traités sur tous les points de même que les russes, mais en plus, avec le début du conflit armé sur le territoire d'Ukraine, près de 2,9 millions d'ukrainiens sont partis trouver refuge en Russie. Ce n'est nullement l'Allemagne ou la Pologne qui sont les premiers pays d'accueil des réfugiés ukrainiens, mais bien la Fédération de Russie. Et, contrairement à l'Union Européenne, les réfugiés ukrainiens en Russie ne sont guère perçus en tant que poids à supporter et à tolérer, mais en tant que membres égaux d'une seule grande famille vivante sous le toit de la Fédération de Russie qui compte en tout dans les 195 ethnies. Par ailleurs, mon propre nom de famille « Nesterenko » est d'origine ukrainienne. En tout cas, communément perçu en tant que tel (à tort). En ayant génétiquement que 9% de gènes d'origine russo-ukraino-bielorusses (génétiquement, la nation ukrainienne n'existe pas) - c'est la première fois que je dévoile ce fait publiquement et, donc, pendant ma présence en Russie, je peux facilement être pris pour un « pur » ukrainien par ceux qui connaîtront mon nom de famille. Cela étant, jamais, en aucune situation et sous aucun prétexte, pas une seule fois dans ma vie, on a ne serait-ce que pointé du doigt mon nom de famille « ukrainien », y compris depuis le début du conflit armé en Ukraine. Deuxièmement, en parlant des « enfants ukrainiens déportés et déplacés illégalement », le régime de Kiev fait la preuve magistrale d'une sordide hypocrisie. Car il parle des enfants qu'il a laissés d'une manière préméditée dans des villes et villages ukrainiens à l'approche des combats, afin de les transformer en bouclier humain. Des enfants abandonnés à une mort certaine, parfois des orphelins entiers, que les militaires russes ont dû évacuer de la zone des combats en risquant leurs propres vies. Mes paroles ne sont guère un avis ou une supposition, mais la traduction des témoignages des enfants en question.

Certes, ils doivent obligatoirement rejoindre leurs familles, si elles existent, mais s'agissant des enfants sans défense, le processus

doit se dérouler dans le cadre strict de la sécurité. Parallèlement, au lieu de co-signer des inepties, le camp « otanien » et leurs vassaux devraient poser à Kiev une question très simple et tout à fait légitime : que faisait les enfants dans les zones de combats sous le contrôle ukrainien et pourquoi ils n'ont pas été évacués comme il se doit avant de se retrouver sous le feu ? Une question tout à fait rhétorique, car ils connaissent très bien la vérité. La vérité sordide soigneusement dissimulée à leurs masses électorales.

#### LE RETOUR À LA RÉALITÉ

Comment peut-on résumer les résultats de la réunion « sur la paix » qui s'est tenue à Bürgenstock ? Plusieurs formules me viennent à l'esprit. Mais, celle des opinions des habitants de la ville où elle s'est tenue, recueillies par la journaliste Aylin Erol du média suisse « Watson », paraît le mieux résumer la réalité : « C'est des conneries ! » disent les uns ; « la Russie ne viendra pas. Qu'est-ce que tout cela apporte alors ? », disent les autres en rajoutant : « Rien, si ce n'est encore plus de touristes riches qui prendront d'assaut le Bürgenstock à l'avenir ».

Le « sommet » qui a eu lieu n'a été qu'une tentative du bloc des pays en guerre contre la Russie de compenser leur déroute sur les champs de batailles militaires, politiques et économiques par une fédération supplémentaire des pays dominés qu'ils appellent « les pays du tiers monde ». Cette tentative a échoué. De son côté, la Fédération de Russie en la personne de son président Vladimir Poutine a formulé, le 14 juin dernier, une nouvelle proposition de paix. Une proposition qui se base sur les réalités militaires et géopolitiques de ce jour :

« Ces conditions sont très simples. Les troupes ukrainiennes doivent être complètement retirées des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Kherson et de Zaporoujié. Je précise, de tout le territoire de ces régions dans leurs frontières administratives existantes au moment de leur intégration à l'Ukraine. Dès que Kiev déclarera qu'il est prêt à une telle solution et commencera le retrait réel des troupes de ces régions, et notifiera officiellement son renoncement à adhérer à l'Otan, de notre côté, un ordre de cessez-le-feu et d'entamer des négociations suivra immédiatement, littéralement à la même minute. [...] Nous espérons bien sûr que Kiev prendrait une telle décision [...] cependant, il y a évidemment de grands

doutes à ce sujet. [...] Si Kiev et les capitales occidentales la rejettent, comme auparavant, ce sera leur affaire, leur responsabilité politique et morale pour la poursuite de l'effusion de sang. Il est évident que les réalités sur le terrain, sur la ligne de front, continueront de changer au détriment du régime de Kiev, et les conditions pour le début des négociations seront différentes. [...] Notre proposition ne concerne pas un cessez-le-feu temporaire ou une suspension des hostilités, comme le souhaite l'Occident pour reconstituer ses pertes, réarmer le régime de Kiev et le préparer à une nouvelle offensive. Il ne s'agit pas de geler le conflit, mais de le résoudre définitivement. Notre position de principe est la suivante : un statut neutre, non aligné et non nucléaire pour l'Ukraine, sa démilitarisation et sa dénazification, d'autant plus que ces paramètres ont été globalement acceptés lors des négociations d'Istanbul en 2022. Les droits, les libertés et les intérêts des citoyens russophones en Ukraine doivent être pleinement garantis [...] Je crois que la Russie propose une solution qui permettrait de mettre fin à la guerre en Ukraine de manière réelle. Nous appelons à tourner la page tragique de l'histoire et, bien que difficilement, progressivement, étape par étape, à commencer à rétablir des relations de confiance et de bon voisinage entre la Russie et l'Ukraine et en Europe dans son ensemble. » Le président Zelensky et son équipe rejettent en bloc la proposition de Moscou et leur position est parfaitement compréhensible. La Russie a émis beaucoup de réserves sur la légitimité de Zelensky au poste de président de l'Ukraine, dont, selon la constitution de l'Ukraine en vigueur, le nouveau président a dû être inauguré, le 20 mai 2024 dernier, à la suite des élections présidentielles qui n'ont jamais eu lieu. Il ne s'agit guère d'une position émotionnelle de revanchisme quelconque du côté du Kremlin, mais d'une approche tout à fait pragmatique du point de vue juridique : selon le droit international, la signature d'un accord international par une personne, dont la légalité et la légitimité est contestable - peut, ensuite, rendre le document juridiquement invalide. Avec toutes les graves conséquences qui peuvent découler d'une telle invalidation. Soit, Zelensky est un cadavre politique - c'est du passé pour la Russie : du côté ukrainien, la seule partie alors qu'elle acceptera en face sur la table de négociation sera l'unique légale aujourd'hui à Kiev - celle des représentants de la Rada/le parlement ukrainien. Dans tous les cas de figures, il est tout à fait évident que tout sommet digne de ce nom en vue de l'organisation des pourparlers de paix en Ukraine ne peut se tenir qu'en la présence de la Fédération de Russie en tant qu'acteur majeur du processus. De même, seule la stricte réalité reflétée par la situation sur le terrain de la confrontation, et non pas les souhaits basés sur des fantaisies des uns ou des autres, représente une base solide de la négociation à entreprendre. Toute autre forme d'initiative qui exclue les deux éléments-clés énumérés sera déclarée nulle et non avenue.

**Oleg Nesterenko**  
Président du CCIE ([www.ccie.eu](http://www.ccie.eu))  
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

EL MOUDJAHID

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU SOMMET DU G7

# L'Algérie, la puissance tranquille qui s'affirme

**Le Forum du G7 se caractérise par sa capacité à favoriser la solidarité et à coordonner les politiques entre les principaux acteurs du système multilatéral de l'Occident.**

Son modus operandi est l'établissement d'un programme, la constitution de coalitions et l'action politique visant à façonner la géopolitique mondiale. Dr Nasser Zammit, chercheur en relations internationales et en diplomatie, spécialiste des études stratégiques et politiques de défense, explique que le conflit en Ukraine a mis en lumière, et en partie déclenché, la ruée actuelle des grandes puissances pour façonner des alignements, des coalitions et des groupements politiques mondiaux. L'aide militaire, les sanctions économiques, les votes aux Nations unies, la diplomatie au sommet et la signalisation des alliances, font partie de la politique mondiale du XXIe siècle, et le succès ou l'échec de la politique étrangère dépend de la capacité de chacun à rassembler de grandes coalitions d'États à ses côtés. Pour la Russie, sa guerre contre l'Ukraine est alimentée par des griefs concernant l'empiètement de l'OTAN et l'hégémonie américaine, tandis que la Chine considère la guerre comme une opportunité de renforcer son soutien à un ordre international post-occidental. Pendant ce temps, le Sud global est apparu comme un groupe diversifié, et de nombreux pays tentent de rester à l'écart et s'appuient sur les principes de non-alignement. Une grande partie du monde vit en dehors du G7 plus qu'à l'intérieur de celui-ci, de sorte que la capacité de ces puissances à protéger leurs



actions et à façonner les règles et les institutions mondiales dépend plus que jamais de la constitution de coalitions.

## L'ARGUMENTAIRE POLITIQUE

L'Algérie réunit aujourd'hui tous les attributs d'une puissance régionale. C'est la quatrième économie d'Afrique, ce qui lui permet d'assumer son ambition géopolitique en Méditerranée. La participation du président de la République au Sommet du G7 illustre, de ce fait, l'impact de l'action diplomatique, la force de l'argument politique de l'Algérie, et l'activisme multidimensionnel et à tous les niveaux d'une diplomatie politique, économique et culturelle du pays. «L'Algérie réussit, assurément, la conjugaison équitable de sa reconstruction interne et son redéploiement externe» explique Dr Zammit, pour qui le pays réussit à réduire sa dépendance économique et politique à l'égard de puissances étrangères et à multiplier les axes

de l'équilibre» dans un monde de plus en plus fracturé. Le chercheur évoque une «évolution des déséquilibres régionaux et internationaux» qui appellent à «une adaptation de la politique étrangère et sécuritaire». Précisant que «la politique étrangère algérienne cherche à assurer la stabilité dans la région» Dr Zammit souligne «le rôle diplomatique actif, passé de l'isolement à cause des effets de la décennie noire au redéploiement après la réussite de la transition politique post-2019». Le chercheur pose que la diplomatie algérienne «est très respectée au sein de la sphère internationale». Et ajoute que l'objectif le plus en vue, que poursuit l'Algérie actuellement, «est de jeter les bases d'un nouveau système international dont la justice et l'égalité seront les principes directeurs». Les plus éminents des principes clés de la politique étrangère algérienne sont le soutien du droit des peuples à l'autodétermination, leur droit de contrôler leurs richesses et leurs capacités nationales et la

non-ingérence dans les affaires intérieures ainsi que le refus de résoudre les conflits par la force. La voix de l'Algérie, qui résonne fort au Conseil de sécurité en faveur du droit légitime du peuple palestinien face au terrorisme d'État qu'exerce l'entité sioniste, rappelle que l'Algérie était l'un des pays à l'avant-garde pour la défense des intérêts des peuples opprimés et des pays du Sud. Faut-il rappeler dans ce cadre, le rôle de l'Algérie dans l'appel en 1974 à l'établissement d'un système économique mondial qui tienne compte des intérêts des pays en développement. Pour étayer son analyse, Dr Zammit revient sur les efforts de médiation de l'Algérie «basés sur une politique étrangère défendant le principe de stabilité dans la région et le refus de toute politique interventionniste des puissances étrangères», dont l'ingérence, poursuit-il, «pourrait conduire au chaos et à l'instabilité». Un acteur neutre et crédible L'Algérie est le plus grand pays arabe et africain en

termes de superficie et est riche en ressources humaines et naturelles, notamment les ressources énergétiques, en plus de son positionnement très stratégique, comme porte de l'Afrique, pont vers l'Europe et passage vers l'ouest de l'Asie. Évidemment, l'Algérie se présente à la communauté internationale et au G7 «comme un acteur neutre et crédible dans les processus de médiation», note le chercheur pour préciser que la médiation algérienne repose sur les principes de «non-ingérence dans les affaires intérieures des États», ainsi que sur la promotion du «dialogue et de la discussion» entre les parties en conflit pour éliminer l'incertitude et parvenir à des solutions diplomatiques satisfaisantes pour la stabilité de l'ordre international». C'est pourquoi, dit-il, «Européens et Occidentaux voient en l'Algérie le partenaire fiable, dont l'enracinement culturel et géographique, à la fois africain, arabe et méditerranéen en fait une puissance tranquille qui s'affirme et s'impose».

L'EXPRESSION

À L'ISSUE DE LA TROISIÈME SESSION DE SON COMITÉ CENTRAL

## Le FLN appelle Tebboune à briguer un second mandat

LE RND, le Front El-Moustakbal feront de même dans les tout prochains jours. Le FLN a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à se représenter à la présidentielle du 7 septembre pour briguer un nouveau mandat. Le RND, le Front El-Moustakbal feront de même dans les tout prochains jours. S'exprimant à l'ouverture des travaux de la 3e session du comité central du parti, le secrétaire général du FLN, Abdelkrim Benbarek, a appelé, au nom des membres du CC et de tous les militants du parti, le président de la République à «se présenter à l'élection présidentielle du 7 septembre». D'après la résolution politique approuvée par le comité central de l'ex-parti unique, le président sortant est «la personne idéale pour mener l'Algérie vers un avenir prometteur». «Considérant les résultats positifs

obtenus et les indicateurs encourageants dans plusieurs secteurs, nous sommes fiers et optimistes. Nous devons continuer à travailler pour plus de progrès et de prospérité», a-t-on justifié. L'appel intervient, précise-t-on, «en reconnaissance du mérite et de la sagesse de ses choix, et des acquis importants réalisés par l'Algérie sous sa direction clairvoyante et dans le cadre de la poursuite du processus de réforme, d'édification et de développement». Pour l'orateur, le nouveau mandat présidentiel ne constitue pas uniquement la revendication du FLN mais aussi «de tous les citoyens dans les quatre coins du pays». «La nouvelle candidature du président Tebboune, digne fils de l'Algérie et serviteur loyal du peuple, est notre souhait commun», a-t-il indiqué. Il s'agit, selon le même responsable, de «consolider la stabilité et poursuivre la marche du dévelop-

pement». D'après l'homme fort du FLN, «l'appel en question est un gage de loyauté envers le président de la République qui a pris des engagements devant le peuple et les a honorés». C'est pour cette raison, ajoutet-il, que «nous l'appelons aujourd'hui à poursuivre le processus d'édification de l'Algérie nouvelle». Le patron du FLN, intronisé le 13 novembre dernier à la tête du parti en remplacement de Abou El Fadhl Baadji, a soutenu que «le choix de sa formation est dicté par le résultat du travail accompli par le président de la République depuis décembre 2019 dans tous les domaines». Il a poursuivi sur sa lancée que «l'Algérie a réussi, grâce à ses choix rationnels, à retrouver sa stabilité à la lumière d'un contexte régional et international de plus en plus complexe et alambiqué». Ne tarissant pas d'éloges à l'égard du chef de

l'Etat, il ajoute : «Le succès réalisé par l'Algérie mérite d'être valorisé et consolidé.» Il a également évoqué, à cette occasion, l'alliance dite de «la majorité pour l'Algérie» constituée par le quatuor FLN, RND, Front El-Moustakbal (et le mouvement El-Bina). Le trio restant (FLN, RND, Front El-Moustakbal) s'attèle à organiser conjointement une conférence nationale dans les prochains jours. Cette coalition, à laquelle se rallieront d'autres formations politiques, des organisations de masse, des organisations syndicales et différentes personnalités politiques, compte organiser un conclave qui se soldera par un appel collectif au Président sortant pour briguer un deuxième mandat. Enfin, il a appelé d'autres formations politiques «à garantir le succès de la prochaine échéance présidentielle».

MALGRÉ L'OCCASION DE L'AID EL ADHA LE GÉNOCIDE SE POURSUIT

# La machine de guerre sioniste ne respecte rien

**Les forces sionistes ont tué au moins 17 Palestiniens et en ont blessé des dizaines d'autres, dans des frappes aériennes nocturnes à travers la Bande de Gaza.**

Des équipes médicales ont récupéré 13 corps des décombres de deux maisons détruites appartenant aux familles Al-Ra'ie et al-Madhoun dans le camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de la Bande de Gaza, a rapporté mardi l'agence de presse officielle palestinienne Wafa. Une autre frappe aérienne sur la maison de la famille Harb dans le camp de réfugiés de Bureij a tué au moins quatre Palestiniens et en a blessé plusieurs autres, ajoute le communiqué. D'autres frappes aériennes et bombardements israéliens ont été signalés à Rafah et Deir al-Balah, respectivement dans le sud et le centre de Gaza, ainsi que dans les quartiers de Tel al-Hawa et Zeitoun de la ville de Gaza. Selon une source médicale de l'hôpital européen de Gaza, neuf personnes décédées ont été transportées à l'hôpital de Khan Younes, dans le sud de la Bande de Gaza, ainsi que plusieurs blessés, dont l'état de certains est jugé critique, a indiqué l'agence de presse officielle palestinienne Wafa. Plus tôt dans la journée, un civil a été tué et un autre blessé lorsqu'un drone israélien a effectué une frappe contre une maison du quartier de Tel al-Sultan, à l'ouest de Rafah, a ajouté l'agence. En outre, un Palestinien a perdu la vie et d'autres, dont des enfants et des femmes, ont été blessés lors d'un bombardement israélien visant la zone de Khirbat al-Adas, au nord de la ville. L'armée israélienne a affirmé, lundi, qu'elle avait pris le contrôle opérationnel de 70% de la ville de Rafah, dans le sud de la Bande de Gaza, et qu'elle avait l'intention d'achever sa campagne militaire dans la région dans les semaines à venir. Les offensives militaires actuelles sont concentrées dans le quartier de Tel al-Sultan et dans la partie est du quartier de Shabora, a déclaré l'armée israélienne dans un communiqué. Faisant fi d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu immédiat, Israël s'est attiré les foudres de la communauté internationale en poursuivant son offensive brutale contre la Bande de Gaza, depuis le 7 octobre 2023. Depuis lors, plus de 37 300 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont une majorité de femmes et d'enfants et plus de 85 000 autres ont été blessés, selon les autorités sanitaires locales.



Plus de huit mois après le début de la guerre israélienne, de vastes étendues de Gaza sont réduites à l'état de ruines et soumises à un blocus paralysant qui prive les habitants de denrées alimentaires, d'eau potable et de médicaments. Israël est poursuivi pour « crime de génocide » devant la Cour internationale de justice (CIJ), dont la dernière ordonnance a enjoint Tel-Aviv de mettre immédiatement fin à ses opérations à Rafah, où plus d'un million de Palestiniens ont trouvé refuge pour échapper à la guerre, avant que la ville ne soit envahie, le 6 mai dernier.

## 640 ENFANTS PALESTINIENS ARRÊTÉS ET TORTURÉS DEPUIS LE 7 OCTOBRE DERNIER

Le Club des prisonniers palestiniens a annoncé lundi que les forces d'occupation avaient arrêté 640 enfants de la Cisjordanie occupée et que certains avaient été torturés depuis le début de leur agression contre la bande de Gaza le 7 octobre. Dans un communiqué, le club des prisonniers a déclaré : "Depuis le début de la guerre de génocide, au moins 640 arrestations ont été enregistrées parmi les enfants." Ce nombre inclut ceux qui ont été libérés par la suite par les autorités d'occupation et ceux qui continuent d'être détenus dans leurs prisons. Il a ajouté : "Les enfants dans les prisons d'occupation, actuellement environ 250 enfants, sont soumis à toutes les représailles, y compris : représailles, torture et crimes médicaux, auxquels les prisonniers (adultes) sont soumis dans les prisons et les camps d'occupation." Le Club des captifs a rapporté qu'il y avait "un groupe d'enfants dans le nord d'Israël (prison) de Megiddo qui ont été arrêtés de la bande de Gaza", sans plus d'informations. "Dimanche (le premier jour de l'Aïd al-Adha), les autorités israéliennes ont arrêté et libéré Baha'a Kadhim Haj Mohammed, de 7 ans, de la ville

d'Al-Mughayir, à l'est de Ramallah, quelques heures plus tard", a déclaré le club du prisonnier. Selon la famille de l'enfant, "il était dans le centre de la ville, accompagné d'enfants et de garçons, quand ils ont été détenus, où la ville d'Al-Mugheir, ainsi que tous les gouvernorats, villes et camps, est à plusieurs reprises encouru par les forces d'occupation", selon le communiqué.

Le club du prisonnier a ajouté que "Baha a été battu après son arrestation, l'occupation l'a délibérément laissé loin de chez lui, tout en gardant trois autres, garçons et jeunes, arrêtés."

## LE PRINCE HÉRITIER SAOUDIEN APPELLE À L'ARRÊT IMMÉDIAT DE L'AGRESSION CONTRE GAZA

Le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman Ben Abd Al-Aziz Al Saud a souligné la nécessité d'une cessation immédiate de l'agression d'Israël contre la bande de Gaza et l'importance de l'action de la communauté internationale pour prendre toutes les mesures qui assurent la protection des vies dans la bande de Gaza. Le prince héritier saoudien, parlant au nom du gardien des deux saintes mosquées, le roi Salman Bin Abd Al-Aziz Al Saud, a déclaré à la Cour royale du palais de Mona lundi : "L'Aïd al-Adha arrive alors que les crimes odieux contre nos frères dans la bande de Gaza se poursuivent. Nous appelons à l'importance d'une action par la communauté internationale. Dans son discours, il a souligné "l'importance de la mise en œuvre des récentes résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la proposition d'un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza". Le prince héritier saoudien a réitéré l'appel du Royaume à la communauté internationale "reconnaître l'Etat indépendant de Palestine, sur les frontières de 67 avec Jérusalem-Est comme capitale; permettre au peuple fraternel palestinien d'obtenir ses

droits légitimes; parvenir à une paix globale, juste et durable".

## LA SITUATION EN CISJORDANIE SE DÉTÉRIORE CONSIDÉRABLEMENT

Le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a averti mardi que la situation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, se « détériore considérablement ». Il a ajouté, selon Reuters, qu'il y a des morts et des souffrances qui ne peuvent être acceptées par la conscience à Gaza. Türk a noté qu'au 15 juin, 528 Palestiniens, dont 133 enfants, avaient été tués par les forces militaires israéliennes ou par des colons depuis octobre, et que certains cas soulevaient « de sérieuses inquiétudes quant aux homicides illégaux ». Les déclarations de Türk ont été faites lors de la cinquante-sixième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, qui a débuté aujourd'hui à Genève et se poursuit jusqu'au 12 juillet prochain.

Dans son discours d'ouverture, Türk a évoqué que le nombre de morts civiles dans les conflits armés s'élevait à 72%, exprimant son inquiétude quant au fait que les parties belligères avaient dépassé les limites du droit international sur de nombreux fronts, le pourcentage de femmes victimes dans les conflits ayant doublé en 2023, alors que le taux de meurtres d'enfants a triplé. Il a souligné que la situation à Gaza a entraîné la mort et les blessures de plus de 120 000 personnes, le déplacement forcé de près d'un million de Palestiniens et l'empêchement de l'accès à l'aide humanitaire, en plus des raids continus sur Gaza qui causent d'énormes souffrances et destruction généralisée. Türk a exposé la détérioration des conditions en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, où plus de 528 Palestiniens, dont 133 enfants, ont été tués dans des homicides illégaux, en plus de la privation arbitraire d'aide et de l'arrestation

de milliers de Palestiniens.

Le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a appelé au respect des décisions contraignantes rendues par la Cour internationale de Justice, à la fin de l'occupation, à la réalisation de la solution à deux États et à la tenue des responsables des violations commises. Le Hamas considère la dissolution du Cabinet de Guerre israélien comme une victoire pour la résistance palestinienne. Le mouvement de résistance palestinienne Hamas a déclaré lundi soir, que la décision du gouvernement israélien de dissoudre le Cabinet de guerre, formé pour conduire la guerre dans la Bande de Gaza, était une victoire pour la résistance palestinienne. Dans un communiqué, Izzat al-Rishq, membre du bureau politique du Hamas, a déclaré que la résistance armée -dirigée par la branche armée du Hamas, les Brigades Al-Qassam- démantèle le Cabinet de guerre sioniste (israélien), formé il y a huit mois pour démanteler la résistance palestinienne. Tel Aviv a annoncé lundi que le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait dissous le Cabinet de guerre, formé le 11 octobre 2023, quelques jours seulement après qu'Israël a déclaré la guerre à Gaza le 7 octobre de l'année dernière. Cette décision intervient après que le chef de l'opposition Benny Gantz a démissionné du gouvernement d'urgence au début du mois en raison de désaccords sur la stratégie d'après-guerre pour la Bande de Gaza. Le Cabinet de guerre était initialement composé de Netanyahu, Gantz, du ministre de la Défense Yoav Gallant, de Ron Dermer, de Gadi Eizenkot et du chef du parti Shas, Aryeh Deri.

Faisant fi d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu immédiat, Israël a été condamné par la communauté internationale, dans le cadre de son offensive brutale continue sur Gaza.

# La natation permet-elle vraiment de lutter contre la cellulite ?

**La cellulite est malheureusement une source de complexe difficile à balayer... Parmi les nombreuses activités physiques vantées pour l'atténuer, la natation occupe une place de choix. Mais à quel point est-elle vraiment efficace pour retrouver des cuisses plus lisses ou des bras plus fermes ?**



**A**u risque de vous surprendre, la plupart des femmes adultes ont de la cellulite- et ce quelle que soit leur corpulence. Concrètement, cela se traduit par une apparence bosselée ou capitonnée de la peau des cuisses, des fesses, des bras ou du ventre, que l'on compare souvent à la texture de la peau d'une orange. Comme nous l'explique Latif Diouane, responsable du service santé de la Fédération Française de Natation (FFN), la natation peut bel et bien contribuer à réduire l'apparence de la cellulite en tonifiant les muscles, en améliorant la circulation sanguine et en brûlant des calories, mais elle ne la fait pas disparaître complètement !

## D'OÙ VIENT LA CELLULITE ?

Soyons claires : la cellulite peut être considérée comme inesthétique et altérer la confiance en soi, mais elle n'est pas nocive pour notre santé ! Elle se caractérise par l'apparition de capitons, de petites bosses sous la peau, généralement au niveau des cuisses, des fesses, des hanches, et parfois des bras et de l'abdomen. En cause ? Une accumulation de graisse sous-cutanée, combinée à une rétention d'eau et à une inflammation des tissus conjonctifs. Les femmes sont malheureusement plus susceptibles de développer de la cellulite, notamment en raison de la distribution de leur graisse corporelle et des bouleversements hormonaux auxquels elles font face tout au long de leur vie (notamment ceux associés à la puberté, à la grossesse ou à la ménopause). Par ailleurs, l'âge, la génétique, le manque d'activité physique, une alimentation déséquilibrée, le tabagisme ou encore le stress peuvent accentuer la prévalence de

la cellulite. Il existe aujourd'hui de nombreuses options de traitement pour prévenir son apparition ou réduire son apparence, allant des crèmes anti-cellulite aux massages toniques en passant par des procédures médicales plus invasives. Toutefois leur efficacité peut varier en fonction de nombreux facteurs et il est parfois plus intéressant de se mettre au sport qui présente par ailleurs de nombreux avantages pour notre santé globale. C'est là que la natation entre en jeu ! Sport anti-cellulite : est-ce que la natation diminue vraiment la cellulite ?

La natation est souvent recommandée pour réduire l'apparence de la cellulite... À raison !

## RENFORCEMENT CARDIOVASCULAIRE

La natation stimule intensément notre système cardiovasculaire, ce qui permet de brûler davantage de calories et de réduire la graisse corporelle. Et en réduisant la quantité de graisse stockée sous la peau, on réduit en partie l'apparence de la cellulite, assure Latif Diouane.

## RENFORCEMENT MUSCULAIRE

La natation sollicite la quasi-totalité de nos muscles qui doivent fournir des efforts considérables pour contrer la résistance à l'eau. Au fil du temps, on tonifie notamment les muscles de nos bras, de nos jambes, de notre dos et de notre sangle abdomi-

nale, ce qui aide à raffermir la peau et peut atténuer légèrement la cellulite. Par ailleurs, l'augmentation de la masse musculaire permet de stimuler notre métabolisme et d'accentuer l'élimination des calories.

## MEILLEURE CIRCULATION SANGUINE

Comme vous le savez sans doute, la natation stimule la circulation sanguine, ce qui participe à limiter la rétention d'eau et à éliminer les toxines des tissus, contribuant ainsi à réduire l'inflammation associée à la cellulite. « Lorsque nous nageons, l'eau masse notre peau, ce qui stimule notre circulation sanguine et encourage le drainage lymphatique », confirme Latif Diouane. Autant d'éléments clés qui permettent de lutter contre la cellulite !

## DE L'IMPORTANCE D'UNE BONNE HYGIÈNE DE VIE EN PARALLÈLE

Une bonne hygiène de vie peut jouer un rôle crucial dans la réduction de la cellulite. Comme indiqué en début d'article, la cellulite est souvent associée à des facteurs génétiques et hormonaux mais de bonnes habitudes de vie peuvent aider à réduire son apparence et à prévenir sa formation :

Adoptez une alimentation équilibrée et variée riche en fruits, légumes, protéines maigres et grains entiers. Buvez suffisamment d'eau pour assurer l'hydratation de vos cellules et

limiter l'apparition de cellulite. Pratiquez une activité physique quotidienne en parallèle de la natation. Idéalement, réalisez aussi des exercices de musculation ciblés sur les zones sujettes à la cellulite. Évitez la consommation de tabac et la consommation excessive d'alcool qui peuvent endommager la peau et aggraver l'apparence de la cellulite. Apprenez à gérer votre stress pour lutter contre l'accumulation de graisse et à la rétention d'eau susceptibles d'accentuer la cellulite. Prenez soin de votre peau en utilisant des crèmes hydratantes pour rendre votre peau plus lisse et ferme. Si besoin, vous pouvez également avoir recours à des traitements spécifiques comme des massages, des séances de cryolipolyse, de radiofréquences, etc.

## BRASSE, CRAWL, PAPILLON... QUEL TYPE DE NAGE FAVORISE L'ÉLIMINATION DE LA CELLULITE ?

Nul besoin de savoir nager le papillon à la perfection pour obtenir des résultats : tous les types de nage peuvent être bénéfiques et contribuer à réduire l'apparence de la cellulite, assure Latif Diouane. La brasse, le crawl, le dos crawlé et le papillon permettent toutes les quatre de se mouvoir dans l'eau, de renforcer son cardio et sa masse musculaire ! « Pour réduire l'apparence de la cellulite à travers la natation, il faut nager régulièrement et alterner

les nages pour solliciter l'intégralité des groupes musculaires et à maximiser les avantages pour la tonification et la réduction des graisses », conseille l'expert. Et d'ajouter : « Écoutez votre corps et prenez garde au surentraînement qui augmente le risque de blessures ! ».

## QUELS SONT LES MEILLEURS EXERCICES DE PISCINE POUR LA CHASSER LES CAPITONS ?

Difficile de répondre à cette question... Idéalement, contactez un(e) coach pour bénéficier d'un programme de nage adapté à votre condition physique, à votre état de santé et à vos objectifs. Vous pouvez tantôt alterner les styles de nage à différentes intensités, tantôt utiliser des accessoires comme des palmes, une planche ou un pull-buoy pour réaliser des exercices spécifiques comme des ondulations, des battements de jambes ou des jambes de brasse qui mobiliseront plus intensément le bas de votre corps et délogeront votre cellulite. Et si la cellulite se concentre sur vos bras, prévenez votre coach qui adaptera les exercices pour mobiliser plutôt le haut de votre corps.

## PISCINE : AU BOUT DE COMBIEN DE TEMPS OBSERVE-T-ON DES RÉSULTATS (SUR LES BRAS, LE VENTRE, LES CUISSÉS, ETC.) ?

Vous l'aurez deviné, les résultats ne sont pas visibles dès la première séance de nage... Le délai peut varier en fonction de la durée et de la fréquence de l'exercice, de l'intensité de l'entraînement, de l'alimentation et de l'hydratation parallèle, mais aussi de facteurs individuels comme l'âge, le sexe, la génétique, la condition physique, etc. « Plus vous nagez longtemps et fréquemment, plus vous êtes susceptible de voir des résultats plus rapidement », confirme Latif Diouane. Le bon rythme ? Deux à trois séances d'entraînement par semaine, à raison de 30 à 45 minutes par séance.

En résumé, la natation n'est pas une solution miracle contre la cellulite, mais elle contribue à réduire son apparence et à améliorer la texture de la peau. Associée à une alimentation équilibrée et à d'autres formes d'exercice, elle s'intègre parfaitement dans un programme global de lutte contre la cellulite !

# Le yaourt à boire est-il vraiment bon pour votre santé ?

**A** la fraise, à la banane, à la pêche... Les yaourts à boire se déclinent en de nombreuses versions. Les commerçants vantent d'ailleurs les bienfaits de ce produit laitier qui plaît beaucoup aux enfants.

D'après le docteur Boris Hansel, dans une vidéo pour Le Point, « ces yaourts sont fabriqués comme les autres yaourts : on utilise du lait, des ferments lactiques, c'est-à-dire des micro-organismes qui mangent le lactose pour le transformer en acide lactique. Pour obtenir un yaourt

liquide, il faut battre le yaourt ».

Ainsi, il n'y a pas de différence entre un yaourt et sa version liquide.

Selon le spécialiste, un yaourt est toujours intéressant, quelle que soit sa consistance. Il apporte effectivement du calcium et des protéines. Cependant, les industriels ont créé des yaourts à boire très peu recommandables d'un point de vue nutritionnel.

Le spécialiste dénonce un piège des industriels sur les emballages de leurs produits. Jusqu'à récemment, les yaourts

liquides sucrés pouvaient afficher un nutriscore B, laissant penser qu'ils étaient bénéfiques pour la santé. Cependant la teneur en sucre est similaire à celle des sodas sucrés.

Aujourd'hui, cette incohérence est corrigée. Les laitages à boire sont actuellement dans les catégories C, D ou E, comme les jus de fruits ou les sodas.

Comment choisir son yaourt à boire ? Pour bien choisir son yaourt à boire, il suffit de jeter un œil aux ingrédients.

Évitez ainsi le sucre. « En dehors du

lactose, il est préférable qu'aucun sucre ne soit ajouté » explique le docteur.

Si vous souhaitez profiter d'un produit sucré, votre choix va alors dépendre de la fréquence de consommation de ces produits. Une à deux fois par semaine, il est possible de prendre ce que vous aimez !

Si vous souhaitez en profiter tous les jours, le spécialiste recommande les yaourts à boire allégés en sucre. Ce dernier est remplacé par des édulcorants, ce qui reste un choix acceptable.



## Selection du jour

**TF1**

20h10

### Will Trent

Avec : Ramon Rodriguez, Erika Christensen, Iantha Richardson, Jake McLaughlin, Sonja Sohn, Kevin Daniels, Callan Barry, Yancey Arias, Roxanne Hart, LisaGay Hamilton, French Stewart, Christina Wren, Cora Lu Tran, Bryan Terry Snell, Lucas Moss, Todd Denson, Melanie Jeffcoat, Chris Mayers, Chapel Oaks, Nyla Turner, Brittany Wilkerson, Cabot Basden, Daniel Baldock, Amor Owens, Hannah Black, Markell Williams

Angie a pris des congés plus que mérités après tant de missions intenses. Pendant ce temps, Will et Faith font équipe avec Ormewood pour enquêter sur plusieurs affaires de tueurs en série, toutes liées à l'enfance de Will et Angie. Il leur faut garder leur sang-froid face à ces situations. Ils sont aussi focalisés sur une série d'incidents datant des années 80, sur lesquels Amanda et Evelyn enquêtaient.



**CANAL+**

20h00

### Les reclus, une famille sous emprise

Les Védrières sont une famille aristocratique protestante de la région de Bordeaux. Le 1er septembre 2001, Ghislaine de Védrières marie sa fille Guillemette. Elle prépare une splendide fête de famille, qui sera la dernière. Deux ans auparavant, Ghislaine a rencontré Thierry Tilly, un escroc manipulateur.



france  
**2**

20h00

### Contre toi



Avec : Virginie Ledoyen, Lannick Gautry, Charlie Dupont, Marie Zabukovec, Déborah Krey, Juliette Navis, Lila-Rose Gilberti, Abel Memmi

Esther et Fred Cavallieri mènent une vie paisible aux côtés de leurs deux enfants. Leur quotidien est chamboulé du jour au lendemain, lorsque Esther se retrouve en danger de mort. Une enquête de police est ouverte. Afin de la protéger, Fred fait appel à un garde du corps, Mathias. Au fil des jours, Esther et Mathias finissent par se rapprocher, ce qui risque de mettre en péril l'avenir de cette famille unie...

france  
**3**

20h10

### Débats en régions

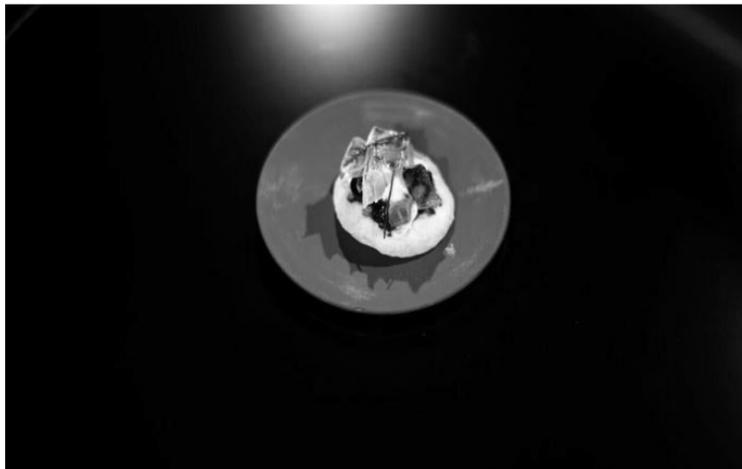
Proposé par les Rédactions Régionales de France 3 France 3 se mobilise pour couvrir les élections législatives qui ont lieu dans 577 circonscriptions et ouvre le débat sur tout le territoire. Les 24 Rédactions Régionales de France 3 invitent les candidats de vos circonscriptions pour un focus sur les enjeux locaux et l'engagement d'une représentation nationale.



**6** 20h10

### Top chef

Pour la grande finale de "Top Chef", Clotaire et Jorick ont rendez-vous au George V, à Paris. Leur défi : réaliser un menu d'exception pour régaler cent bénévoles de la Croix-Rouge, ainsi que les quatre membres du jury. Ils doivent élaborer un menu en trois plats susceptible de convaincre les convives.



**W9**  
20h00

### Bohemian Rhapsody

Avec : Rami Malek, Lucy Boynton, Gwilym Lee, Ben Hardy, Joseph Mazzello, Aidan Gillen, Allen Leech, Tom Hollander, Mike Myers, Aaron McCusker, Meneka Das, Ace Bhatti, Priya Blackburn, Dermot Murphy, Dickie Beau, Tim Plester, Jack Roth, Max Bennett... et Matt Greenwood

La vie et la carrière de Freddie Mercury, de la formation du groupe Queen, en 1970, au concert géant du Live Aid, en 1985...

**LE MAGHREB**  
Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL  
Maghreb Presse  
Édition  
au capital  
De 5.200.000 DA  
Compte bancaire :  
00100625030030024926  
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication  
Salah Lakoues  
Direction de la Rédaction  
Administration  
BP 545,  
Maison de la presse Safir Abdelkader  
Kouba - Alger  
Tél Adm : 023 70 94 94  
Tél Réd : 023 70 94 61  
Fax Pub : 023 70 94 58  
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :  
www.lemaghreb.dz  
e-mail:  
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression  
SIA Alger  
EPE - SPA Imprimerie "Centre"  
Siège social : Zone Industrielle  
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger  
Diffusion  
Centre : MPE  
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :  
l'Entreprise Nationale de  
communication, d'Édition et de  
Publicité »  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -  
Alger.  
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45  
020.05.13.77  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

*Les manuscrits,  
photographies ou tout  
autre document et  
illustrations adressés ou  
remis à la rédaction ne  
seront pas rendus et ne  
peuvent faire l'objet  
d'aucune réclamation.*

**15 LA RUSSIE** est le premier fournisseur de gaz de l'Europe en mai, le gaz russe représentait 15% de l'approvisionnement de l'UE.

### CONFÉRENCE «DE PAIX» EN SUISSE SUR L'UKRAINE

## Quel résultat ?

**L**a conférence dite «de paix sur l'Ukraine», qui a réuni les 15 et 16 juin en Suisse plus de 90 pays, en l'absence de la Russie et de la Chine, a abouti à «zéro» résultat, a fait remarquer le Kremlin.

«Si on parle des résultats de cette rencontre, ils sont proches de zéro», a déclaré à la presse le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, ce 17 juin. Le porte-parole du Kremlin a estimé que de nombreux participants avaient compris «qu'aucune discussion sérieuse» n'avait «d'avenir sans la présence de la Russie». Une déclaration a été adoptée par 80 pays le 16 juin. Le texte réaffirme «les principes de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale de tous les États, y compris l'Ukraine» et dénonce «la militarisation de la sécurité alimentaire», avant d'appeler à sécuriser toute menace nucléaire (en restituant à l'Ukraine la centrale de Zaporoujé et en écartant l'utilisation d'armes nucléaires) et au retour des enfants ukrainiens déplacés. «Nous pensons que parvenir à la paix nécessite l'implication et le dialogue entre toutes les parties», concède toutefois le document. Avant le sommet, la Chine avait décliné de participer en raison de l'absence de la Russie. Et durant celui-ci, plusieurs voix se sont faites entendre, notamment de la Turquie, regrettant aussi cette absence de Moscou.

«À Kiev et dans les capitales occidentales, ils se sont efforcés de le présenter comme un événement d'ampleur quasi universelle. Cependant, en réalité, un tel désir de faire passer un vœu pieux s'est avéré un fiasco complet», a de son côté dénoncé la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, sur Telegram. «Malgré les tentatives de Zelensky et de ses hôtes anglo-saxons, près de la moitié des 160 invités

ont refusé de se lancer dans le tourisme politique», a-t-elle ajouté, soulignant l'absence d'enthousiasme des «pays du sud» : «beaucoup d'entre eux, malgré le chantage, les menaces pures et les stratagèmes frauduleux, ont fait preuve de résilience, n'ont pas succombé aux fortes pressions et ont ignoré les supplications persistantes de se rendre dans les Alpes». Le texte final n'a pas reçu le soutien de l'Inde, de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis, réputés proches partenaires économiques de Moscou. A ceux-ci se sont ajoutés l'Arménie, l'État de Bahreïn, le Vatican, la Libye, le Mexique, l'Arabie saoudite et la Thaïlande, mais aussi la Jordanie et l'Irak, qui se sont retirés plus tard dans la soirée du 16 juin, à la suite d'une erreur.

Le ministre des Affaires étrangères, Dmitro Kuleba, a concédé que plusieurs pays avaient exprimé une vision différente du conflit : «Hier, des voix se sont élevées parmi les pays du Sud pour parler de compromis difficiles qui doivent être trouvés. Ce n'est pas le langage que nous entendons de la part des partenaires occidentaux», a-t-il rapporté. Aussi a-t-il jugé «évident» que «les deux parties sont nécessaires pour mettre fin à la guerre», avant toutefois de faire valoir : «notre travail consiste à faire en sorte que l'Ukraine soit dans la position la plus forte à ce moment-là».

#### MOSCOU OUVERT AUX DISCUSSIONS «SÉRIEUSES ET SUBSTANTIELLES»

Selon Peskov, le président russe reste «toujours ouvert au dialogue et à des discussions sérieuses et substantielles». Le 14 juin, à la veille de l'ouverture de cette conférence, Vladimir Poutine avait déclaré que les autorités russes étaient prêtes à entamer des négociations avec

l'Ukraine dès lors que celle-ci retirerait ses troupes des Républiques populaires de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL) ainsi que des régions de Zaporoujé et de Kherson, et accepterait d'opter pour un «statut neutre – non aligné, non nucléaire», mais aussi pour une «démilitarisation» et une «dénazification», et une levée des sanctions contre la Russie. Une proposition rejetée dans la foulée par Volodymyr Zelensky, qui a fustigé un «ultimatum» à la «Hitler». La Russie et ses dirigeants «ne sont pas prêts à une paix juste», a-t-il accusé ce 16 juin lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet. Moscou peut négocier la paix «demain, si elle se retire de notre territoire», a insisté Zelensky. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré qu'il devrait «réfléchir» à la proposition du président russe, assurant qu'il ne s'agissait pas d'un «ultimatum» mais «d'une initiative de paix qui tient compte des réalités du terrain».

#### FACE À LA CHINE ET À LA RUSSIE, L'OTAN ENVISAGE UN DÉPLOIEMENT D'ARMES NUCLÉAIRES

Dans une interview accordée au Daily Telegraph le 16 juin, Jens Stoltenberg a déclaré que l'OTAN étudiait la possibilité d'un déploiement d'armes nucléaires pour faire face à la dissuasion chinoise et russe.

Dans une interview accordée le 16 juin au Daily Telegraph, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a déclaré que l'organisation était en pourparlers pour extraire les moyens nucléaires des réserves et de les rendre prêts à l'emploi. L'alliance militaire dirigée par les États-Unis voudrait, à l'en croire, montrer qu'elle dispose d'un potentiel dissuasif. «Je n'entrerai pas dans les détails opérationnels sur le nombre



d'ogives nucléaires qui devraient être opérationnelles et celles qui devraient être stockées, mais nous devons nous consulter sur ces questions», a-t-il déclaré, ajoutant que les discussions étaient déjà en cours. «Aussi longtemps que les armes nucléaires existeront, nous resterons une alliance nucléaire, car un monde où la Russie, la Chine et la Corée du Nord possèdent des armes nucléaires, et où l'OTAN n'en a pas, est un monde plus dangereux», a-t-il encore affirmé, tout en postulant que l'objectif ultime du bloc est un monde sans armes nucléaires.

Jens Stoltenberg s'est dit particulièrement préoccupé par les capacités nucléaires croissantes de la Chine, ajoutant que l'OTAN pourrait bientôt faire face à «quelque chose qu'elle n'a jamais affronté auparavant, à savoir deux adversaires potentiels dotés de la puissance nucléaire» : Pékin et Moscou. Selon Jens Stoltenberg, les États-Unis modernisent également leurs bombes nucléaires à gravité déployées en Europe, et leurs alliés sur le continent font de même avec les avions capables de transporter les ogives. Ces propos interviennent après que Pranay Vaddi, conseiller spécial du président américain et directeur principal pour le contrôle des armements, a déclaré plus tôt ce mois-ci que «sans changement dans la trajectoire des arsenaux advers-

es», les États-Unis atteindraient bientôt un point où ils devraient augmenter leurs capacités. Les médias et les responsables occidentaux ont accusé à plusieurs reprises la Russie de brandir la menace nucléaire dans le contexte du conflit ukrainien. Moscou a de son côté déclaré ne pas avoir l'intention d'utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine, soulignant que le seul scénario dans lequel ils pourraient recourir à l'option nucléaire serait si l'existence même de l'État russe était en jeu. Dans le même temps, le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov a averti la semaine dernière que Moscou pourrait potentiellement modifier sa doctrine nucléaire face à une menace croissante causée par «des actions inacceptables et croissantes des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN». L'armée russe mène par ailleurs depuis la fin du mois de mai des exercices nucléaires tactiques, d'une puissance moindre que les capacités stratégiques. Ces derniers ont été annoncés par le Kremlin, en réponse aux propos jugés belliqueux d'Emmanuel Macron et de David Cameron, le ministre britannique des Affaires étrangères, sur l'envoi de troupes occidentales en Ukraine et le soutien aux frappes ukrainiennes sur le territoire russe avec des armes fournies par l'Occident.

R.I.

### Post scriptum

Par B. Chellali

**L**a participation remarquable du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, trois jours durant, au Sommet du G7 à Bari (Italie), reflète la place qu'occupe désormais l'Algérie dans la cour des grands à l'échelle mondiale, grâce à la politique diplomatique dont les contours ont été définis par le président de la République dès son élection à la tête du pays, aux principes desquels repose cette politique pour se poser en acteur puissant dans le règlement des crises et aux efforts soutenus en faveur de la paix et de la sécurité internationales. La participation remarquable du président de la République à cet événement mondial a été au centre de tous les regards, suscitant moult analyses avec, toutefois, un point de convergence : la grande crédibilité dont jouit désormais l'Algérie à l'échelle internationale. La présence notable du président de la République à cet événement mondial, la qualité des activités qu'il a eues dans ce cadre et ses rencontres importantes avec les dirigeants de grands pays du monde en témoignent. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'invitation de la présidente du Conseil des ministres de l'Italie, pays hôte, au président de la République à prendre part à ce Sommet pour discuter de plusieurs dossiers, dans lesquels l'Algérie est un acteur clé. Ce rôle traduit le retour de l'Algérie sur la scène internationale à travers une politique diplomatique pondérée et réaliste, outre son poids régional et la grande

dynamique enregistrée depuis le début de son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a attiré les regards du monde entier.

Cette participation a été marquée par une activité intense du président de la République, qui a eu des rencontres et des entretiens avec les dirigeants de grands pays du monde, les chefs d'État de pays frères et amis et des responsables d'organisations continentales, régionales et internationales.

De plus, cette position s'inscrit en droite ligne avec la doctrine de la diplomatie algérienne, qui a toujours porté la voix des pays vulnérables et de ceux qui sont sous le joug et la tyrannie du colonialisme, prenant fait et cause pour eux dans les fora internationaux.

La participation remarquable du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet de Bari, qui a capté l'attention des observateurs aux plans national et international, a été marquée également par un suivi médiatique de qualité, qui a résumé que la politique étrangère de l'Algérie est une politique de paix et de coopération régionale et internationale; c'est la continuité, sur le plan international, de la politique intérieure qui exprime les intérêts vitaux de la nation algérienne pour le développement multilatéral du pays, pour la mise en valeur de toutes les capacités et ressources nationales dans l'intérêt du progrès du pays, de l'avancement rapide sur la voie de la prospérité et de la civilisation. Concordant

pleinement avec le caractère républicain et socio-politique, la politique étrangère du pays est profondément nationale. D'ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à travers ses discussions et entretiens avec les dirigeants participants aux travaux du Sommet du G7 a en quelque sorte fait savoir les traits spécifiques de l'époque contemporaine, ainsi que les réalités de la vie internationale. En effet la politique étrangère proactive de l'Algérie, étant ainsi pleinement concordante avec les intérêts nationaux du peuple algérien et prenant sa source dans les réalités sociales et politiques de la société algérienne, n'a pas un caractère conjoncturel, mais c'est bien une politique conséquente basée sur des principes.

A travers cette voie, la politique étrangère prônée en continu par l'Algérie a prouvé que la consolidation de la paix et de la sécurité mondiale dépend essentiellement de l'établissement des relations entre les nations sur la base des principes du respect de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité et de l'avantage réciproques des principes, et qui sont à la base de la politique étrangère du pays et qui à présent trouvent une approbation toujours plus large de la communauté internationale en tant qu'unique base réelle de relations normales entre les États et qui ont été souvent repris dont de nombreux documents internationaux convergents avec la position de l'Algérie notamment avec la cause du peuple palestinien et

sahraoui. De plus cette position s'inscrit en droite ligne avec la doctrine de la politique étrangère de l'État algérien qui a toujours porté la voix des pays vulnérables et de ceux qui sont encore sous le joug de l'impérialisme, du colonialisme et de la tyrannie des grandes puissances de ce monde. L'Algérie est désormais un acteur clé de la défense de ces peuples et de ces États et pour une coopération internationale saine. C'est là un rôle transparent qu'elle joue sur la scène internationale à travers sa propre politique étrangère pondérée et réaliste et ce, outre son poids actuel régional et international et une grande dynamique enregistrée depuis le début du mois de janvier dernier à travers son mandat de membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies où l'Algérie est fermement persuadée d'une réforme urgente de la gouvernance mondiale, de l'ONU et du Conseil de sécurité, que le respect de la souveraineté des États et l'indépendance de tous les peuples et à leur tête le peuple palestinien et sahraoui constitue le problème central de la paix, de la sécurité et des relations internationales. Selon l'opinion de l'Algérie, les relations internationales peuvent progresser de manière positive à la seule condition que le droit international soit respecté, le droit de chaque peuple de décider de son sort, sans aucune immixtion extérieure et ce, conformément à sa volonté et ses intérêts fondamentaux le cas du peuple palestinien et sahraoui.

B. C.

## Une politique étrangère pondérée et réaliste